

Numéro 162 du 5 décembre 1983 - 10FF - 70FB - 4FS

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

AMERIQUE CENTRALE

La révolution dans l'étau impérialiste



DOSSIER POLOGNE



Solidarité, deux ans après...

MOYEN-ORIENT

LA "PAIX" AMERICAINE

La "paix" américaine

Tentatives de redistribution des cartes aux dépens du peuple palestinien

DÉPUIS l'invasion israélienne au Liban et la mise au point du Plan Reagan, en septembre 1982, les Etats-Unis s'efforcent d'imposer leur « paix » impérialiste au Moyen-Orient. Il leur faut pour cela restaurer à Beyrouth un Etat chrétien phalangiste, prêt à négocier avec Israël, neutraliser le Sud-Liban, amener les Israéliens à accepter la restitution du Golan à la Syrie et la formation en Cisjordanie d'un « Etat » palestinien croupion sous tutelle jordanienne.

Plusieurs obstacles majeurs se dressent sur cette voie :
— d'une part le manque d'autorité du régime libanais, encore illustré par la Conférence de réconciliation nationale de Genève ;

— d'autre part l'existence d'une OLP (Organisation de libération de la Palestine) affaiblie mais non soumise ;

— enfin, l'intransigeance des dirigeants sionistes eux-mêmes. Quant à la Syrie, armée par Moscou mais subventionnée par l'Arabie Saoudite, elle pourrait trouver son compte au marchandage à condition de l'aborder en position de force, en maintenant sa position au Liban et en s'assurant le contrôle d'une partie significative de l'OLP.

1) En décrétant l'annexion du Golan, en décembre 1981, et en poursuivant la colonisation de la Cisjordanie, le gouvernement israélien a tout fait pour créer une situation irréversible. Pourtant, les contrecoups intérieurs de la guerre et la détérioration accélérée de la situation économique (voir article en pages suivantes) obligeront le gouvernement sioniste à composer avec son grand allié américain. L'accord de coopération stratégique de novembre 1981 vient d'être réaffirmé. L'aide militaire américaine, officiellement suspendue après l'annexion du Golan, va reprendre. Le nouveau Premier ministre Itzhak Shamir rencontrera Reagan à Washington à la fin novembre. Selon le *New York Times* du 14 novembre 1983, ces discussions devraient conduire à « une coopération accrue dans plusieurs domaines, y compris à une action concertée au Liban et à une aide financière des Etats-Unis aux projets de soutien technique (autrement dit militaire) d'Israël aux alliés américains en Amérique centrale et en Afrique. »

2) En ce qui concerne l'OLP, les Etats-Unis, tout comme les régimes arabes et Israël voient d'un bon œil sa représentativité être entamée par ses divisions. Le retrait des Palestiniens de Tripoli, ville principale du Nord-Liban, demandé à nouveau par le gouvernement libanais et commandé le 23 novembre, par un projet d'accord syro-saoudien comme issue au conflit, parachèverait la retraite de Beyrouth de l'été dernier. Yasser Arafat, encore plus affaibli, sera conduit, pour échapper aux griffes syriennes, à se retourner vers Hussein de Jordanie, et à accepter la fameuse « option jordanienne » qui enterre toute perspective d'Etat palestinien souverain, fût-ce sur une partie de la Palestine. La Syrie y gagnerait doublement : en discréditant Arafat auprès des secteurs les plus combattifs de la résistance et en gardant dans sa manche une direction de rechange sous son contrôle. L'accord du 24 novembre entre Arafat et Israël sur l'échange des prisonniers, avec en coulisses l'entremise de la France, pourrait constituer un jalon sur cette voie.

3) Quant au Liban, la consolidation du pouvoir d'Amine Gemayel ne semble guère en vue. Les « parrains » libanais réunis à Genève sous le signe de la réconciliation, ont laissé leurs armes au vestiaire, mais ils n'ont abouti à rien de concret, si ce n'est à la suspension de l'accord israélo-palestinien. Dans ces conditions, le Liban peut glisser vers une partition de fait, avec l'installation, au sud, des Israéliens qui ont déjà coupé les ponts sur la rivière Awali, avec les Syriens au nord et dans

la plaine de la Bekaa et avec le maintien à Beyrouth d'un semblant d'Etat libanais fantoche, sous bonne garde des troupes américaines et françaises. Chacun contribuerait à sa manière à faire régner l'ordre en éliminant les trouble-fête éventuels, Palestiniens irréductibles ou miliciens islamiques. Dans cette perspective, l'agression syrienne contre l'OLP ne vise pas à préparer la guerre, mais bien plutôt à améliorer, de son point de vue, les conditions d'une éventuelle négociation.

L'Union soviétique de son côté a maintenu dans cette affaire une position d'équilibre acrobatique, ménageant la Syrie qui constitue son dernier allié de poids dans la région, tout en plaidant la cessation des combats entre Palestiniens et la sauvegarde de l'unité de l'OLP, comme l'ont fait également les dirigeants du FPLP et du FDPLP, Georges Habache et Nayef Hawatmeh.

Tous les protagonistes se préparent donc à une redistribution des cartes qu'ils savent inévitable. Mais la donne comporte bien des inconnues et de nouveaux affrontements peuvent encore en modifier les éléments. C'est pourquoi, les Etats-Unis et Israël maintiennent les deux fers au feu : la possibilité de négociations, mais aussi celle d'une intervention militaire contre la Syrie. Le 23 novembre, le secrétaire d'Etat américain à la défense, Caspar Weinberger a, pour la première fois, mis directement en cause la Syrie à propos des attentats qui ont détruit, le 23 octobre à Beyrouth, deux places fortes des armées française et américaine.

Dans l'hypothèse d'un nouvel engagement militaire entre la Syrie d'un côté, et Israël et les Etats-Unis de l'autre, la défense de la cause palestinienne et des peuples arabes face à l'impérialisme, passerait nécessairement par la défense de la Syrie. Un tel soutien ne justifierait cependant en rien de renoncer à prendre le parti de l'OLP et de son unité contre l'agression criminelle syrienne à Tripoli. La clique au pouvoir à Damas joue serré pour mieux pouvoir traiter avec l'impérialisme demain. Comme l'ont fait le roi Hussein ou l'Egyptien Sadate avant elle, elle a besoin de réduire l'autorité de l'OLP pour avoir demain les mains plus libres.

En revanche, l'existence d'un mouvement national palestinien représentatif et solidement implanté dans les territoires occupés reste l'obstacle le plus tenace aux solutions impérialistes dans la région.

Daniel JEBRAC,
25 novembre 1983.

Quelle qu'en soit l'issue, la bataille qui se déroule à Tripoli, principale ville du nord du Liban, entre la fraction de l'OLP fidèle à Yasser Arafat et les dissidents soutenus par la Syrie et la Libye, tournera une nouvelle page dans l'histoire du mouvement national palestinien. Pour éclairer les contradictions qui sous-tendent cet affrontement, nous récapitulons ci-dessous les grandes dates de l'existence de l'OLP, depuis sa fondation, en 1964, jusqu'à la crise actuelle. Cette brève chronologie ne prétend pas remplacer une analyse politique et sociale du mouvement palestinien et de ses contradictions (voir à ce sujet les articles parus dans Inprecor, ainsi que la résolution du Secrétariat unifié de la IVe Internationale du 12 octobre 1982, dans Inprecor du 25 octobre 1982).

L'OLP, de sa fondation à la bataille de Tripoli

L'histoire du mouvement national palestinien est marquée de part en part par ses rapports de conflits et d'alliances avec les régimes arabes de la région.

La première session du Conseil national palestinien (CNP) réunissant à Jérusalem, du 28 mai au 2 juin 1964, les délégués représentant les communautés palestiniennes des divers pays arabes, s'inscrivait dans le cadre des résolutions du premier sommet arabe du Caire, qui avait décidé, en janvier de la même année, « d'organiser le peuple palestinien pour lui permettre de jouer un rôle dans la libération de son pays et de décider de son avenir. » L'organisation de libération de la Palestine (OLP) est née de ce Conseil, avec, à sa tête, Ahmed Choukeiry.

Les chefs d'Etat arabes ont reconnu l'OLP dès leur deuxième sommet, en septembre 1964. L'année suivante, le 2e CNP décidait la création de l'Armée de libération de la Palestine (ALP).

En 1967, la victoire d'Israël dans la « Guerre des six jours » débouchait sur l'occupation sioniste de la Cisjordanie, du Sinaj et de Gaza. Cette défaite des régimes arabes allait se traduire par le déclin du nassérisme, par des différenciations au sein du mouvement nationaliste, et par une radicalisation du mouvement palestinien, dès lors porté en première ligne de la lutte contre le sionisme. Ces changements s'expriment à l'occasion du 4e CNP, de juillet 1968, et par une transformation profonde de l'OLP. Forts de leur victoire du 21 mars 1968 à Karameh, sur les troupes israéliennes, les guérilleros de l'ALP bousculent la direction traditionnelle de Choukeiry. Le CNP rejette la résolution 242 du Conseil de sécurité adoptée par l'Organisation des Nations Unies (ONU) en novembre 1967 et acceptée par l'Egypte. Il remanie la Charte nationale palestinienne, en affirmant que, désormais, « la lutte armée est la seule voie pour la libération de la Palestine », et qu'il s'agit-là « d'une ligne stratégique et non pas tactique ».

Ce durcissement reflète la modification des rapports de forces au sein du CNP, où le Fatah de Yasser Arafat fait son entrée, en même temps que le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) de Georges Habache. Cette évolution est confirmée par le 5e CNP, de février 1969, où la « nouvelle » OLP supprime définitivement l'ancienne : sur les 105 sièges du Conseil, le Fatah en obtient 33, et Yasser Arafat accède à la présidence de l'OLP.

Au cours de la même année, le FPLP subit une scission dont est issu le Front démocratique et populaire pour la libération de la Palestine (FDPLP), dirigé par Nayef Hawatmeh. C'est à l'initiative de ce nouveau mouvement que le 6e CNP adopte, en septembre, le projet « d'Etat

palestinien démocratique, exempt de toute forme de discrimination religieuse ou sociale ».

En juin 1970 au Caire, le 7e CNP appelle à « l'intensification de la guerre populaire de libération ». Mais, dès le mois d'août qui suit, il est obligé de tenir un Congrès extraordinaire pour « rejeter sans équivoque la conspiration américaine dénommée Plan Rogers », qui envisage la création, en Cisjordanie, d'une province palestinienne sous l'autorité jordanienne, et que la Jordanie, l'Egypte et Israël viennent précisément d'accepter.

Cette intransigeance de la résistance palestinienne, son renforcement organisationnel et militaire en Jordanie, où elle apparaît de plus en plus comme « un Etat dans l'Etat » et un défi à l'autorité du roi Hussein, met l'épreuve de force à l'ordre du jour. Hussein prend l'initiative militaire contre les camps palestiniens, et ce sont les massacres de septembre 1970, le « Septembre noir », qui font plus de 3 000 morts et plus de 10 000 blessés.

Malgré ce coup de poignard dans le dos porté par la réaction arabe, le 8e CNP, de mars 1971, persiste à refuser « l'idée de la création d'un petit Etat palestinien sur une partie du sol palestinien ». En juillet de la même année, le 9e Conseil est traversé de profondes dissensions sur l'attitude à adopter envers la Jordanie. Après un 10e CNP, en 1972, marqué par les efforts d'unification de la résistance, le 11e CNP, de janvier 1973, voit les divergences s'élargir quant à l'attitude à adopter envers les Etats arabes en général : le statut de l'ALP ne peut pas être réglé, et ses contingents continueront à dépendre des armées des pays dans lesquels ils sont basés (Syrie, Irak, Jordanie, Egypte).

C'est le 12e CNP, de juillet 1974, qui constitue, après le 5e, une nouvelle date dans l'histoire de l'OLP. Le ministre américain Henry Kissinger parcourt alors la région pour pousser Israël et les Etats arabes à négocier en l'absence et sur le dos des Palestiniens. Le CNP répond par l'adoption d'un programme en dix points. Tout en maintenant l'objectif stratégique d'un Etat démocratique palestinien sur l'ensemble de la Palestine, il admet le principe d'étapes intermédiaires pour y parvenir, autrement dit la possibilité de voir s'instaurer un pouvoir palestinien sur toute parcelle libérée de la Palestine. Quelques mois plus tard, Arafat remporte un succès diplomatique à la tribune de l'ONU.

Il n'y aura plus de nouvelle session du CNP jusqu'en mars 1977, date de la 12e session, après la guerre civile de 1975-1977 au Liban. Si elle a pu sauvegarder l'essentiel de son implantation au Liban à l'issue de cette épreuve, l'OLP en est sortie affaiblie. De plus, la pression de l'Arabie Saoudite, forte de ses pétrodol-

lars, s'est exercée à fond pour briser le refus de l'OLP de reconnaître l'Etat d'Israël. C'est donc dans un rapport de forces dégradé que le document du 12e CNP, pour la première fois, ne mentionne plus la perspective d'un « Etat laïque et démocratique sur l'ensemble de la Palestine ». Ce n'est qu'en avril 1981, à Damas, capitale de la Syrie, que se tiendra le 15e CNP, qui reconduit la direction et appelle à la mobilisation générale des Palestiniens pour rejoindre les rangs de la résistance au Liban. Il « réaffirme qu'il ne revient à aucun Etat de prétendre à la représentation du peuple palestinien ou de négocier en son nom la question palestinienne. »

Enfin, après la retraite de Beyrouth de l'été 1982, le 16e CNP s'est réuni pour la première fois à Alger, en février 1983. Il est parvenu, malgré le choc de la défaite, à maintenir l'unité de l'OLP, mais au prix de compromis fragiles. Il a accepté, en effet, dans la logique du sommet arabe de Fes, qui s'était tenu en septembre 1982 après la défaite de l'OLP et la dispersion de ses troupes (1), la perspective d'une fédération avec la Jordanie, mais seulement après l'établissement, en Cisjordanie et à Gaza, d'un Etat palestinien ayant « les attributs de la souveraineté ».

En déchirant l'OLP, la bataille engagée à Tripoli à l'automne 1983 par les dissidents palestiniens, avec le soutien ouvert de la Syrie et de la Libye, peut mettre fin à l'existence d'un mouvement national palestinien suffisamment représentatif pour échapper à la mainmise totale de tel ou tel pays arabe.

La résistance a créé ses principales bases dans les pays d'accueil, à partir des camps de réfugiés. Dans ces conditions, la dépendance matérielle envers les Etats arabes, et leurs pressions politiques, jouent à plein. Pourtant, le maintien d'une organisation unitaire et pluraliste, bien que fortement bureaucratisée, a permis au mouvement national palestinien d'agir comme un facteur politique relativement autonome et de ne pas se réduire à un appendice d'un quelconque appareil d'Etat.

C'est cela qui est, aujourd'hui, à nouveau en question au-delà de la bataille de Tripoli. Il était inévitable, après la défaite de Beyrouth de 1982, que la résistance palestinienne soit amenée à redéfinir ses perspectives stratégiques et ses méthodes de lutte, dans le cadre des nouveaux rapports de forces. Elle ne pourra survivre à cette nouvelle épreuve et à la dispersion de ses combattants les plus aguerris aux quatre coins des pays arabes, qu'en trouvant de nouvelles racines et une nouvelle vigueur à partir de la concentration socialement la plus stable et la plus active de la population palestinienne, celle des territoires occupés par Israël.

D.J.

1. Voir *Inprecor* numéro 133 du 27 septembre 1982.

La fin lamentable d'une aventure économique

LE 13 octobre dernier, soit trois jours après que sa nomination dans le nouveau gouvernement d'Yitzhak Shamir ait été avalisée par la Knesset, le ministre des Finances, Yoram Aridor, annonçait sa démission. Si celle-ci était exigée depuis longtemps par l'ensemble des milieux dirigeants de l'économie israélienne — y compris par une partie non négligeable de son propre parti, le Herouth (1) — Aridor n'en continuait pas moins à s'accrocher à son poste, en tentant de montrer qu'il était possible de contrer, dans le cadre d'une économie capitaliste, les lois du marché et de contenter à la

fois les bourgeois et les masses laborieuses.

C'est une fuite, vraisemblablement tramée au sein même de la direction économique du pays, sur le projet de « dollarisation » de l'économie israélienne (2), qui a finalement obligé le nouveau chef du gouvernement à se débarrasser de son ministre des Finances. La nomination d'Ygal Cohen-Orgad, un des opposants les plus fermes à la politique d'Aridor, survenue le 18 octobre, annonce ainsi la fin définitive d'une aventure économique qui a mené l'économie israélienne au bord de la faillite.

Michel WARSCHAWSKI

Contrairement à une idée largement répandue, le Herouth, parti de Menahem Begin, Yitzhak Shamir, Yoram Aridor et David Levy (vice-Premier ministre et ministre de l'Habitat), n'est pas et n'a jamais été le parti de la grande bourgeoisie israélienne, qui, dans sa grande majorité, s'est toujours reconnue dans le Parti travailliste. La base sociale du Herouth est petite-bourgeoise et populaire, et sa direction a de tout temps été très sensible aux pressions venant des quartiers populaires des grandes villes et des villes d'immigrants. Les tensions qui se sont exprimées à plusieurs reprises au sein du Likoud (coalition de partis de droite au pouvoir) entre le Herouth et le Parti libéral, plus proche des dirigeants économiques et surtout de la petite industrie, du commerce et des propriétaires terriens, reflète les différences de classe entre les clientèles des deux formations.

LE POPULISME ÉCONOMIQUE DE YORAM ARIDOR

Quelques mois avant les dernières élections à la Knesset, au début de 1981, Begin remplaçait le ministre des Finances, Ygal Horowitz — qui avait tenté de mener une politique d'austérité autour du slogan « Les caisses sont vides » — par Yoram Aridor, ancien dirigeant de la fraction du Herouth dans la centrale syndicale Histadrout (3). Celui-ci allait immédiatement se lancer dans une politique de réduction de taxes sur les produits de consommation et d'augmentation des subventions aux produits de première nécessité. Parallèlement, Yoram Aridor bloquait tous les projets risquant de provoquer une augmentation du chômage. Cette politique, si elle ne provoquait pas l'enthousiasme parmi les dirigeants économiques, allait garantir la victoire du Likoud aux élections parlementaires de 1983.

Conseillé par un charlatan, le docteur Yakir Plessner, qui affirmait que la priori-

té numéro un devait être la lutte contre l'inflation (120 % à cette époque) et que cette dernière était avant tout un phénomène psychologique, Aridor décidait de poursuivre sa politique économique après les élections : le refus de dévaluer le shekel et la détaxation des produits importés allaient conduire, d'une part, à une augmentation spectaculaire du déficit de la balance des paiements et, de l'autre, entraîner une fuite des capitaux de l'industrie vers le commerce et la bourse, où l'on pouvait faire, en spéculant, des gains de plus de 200 % par an !

Pour les travailleurs, le tandem Aridor-Plessner a significativement, pendant plus de deux ans, le plein emploi et une montée réelle du pouvoir d'achat grâce à l'échelle mobile des salaires, aux subventions et aux réductions de taxes sur les produits de consommation, mais aussi, grâce aux spéculations boursières qui ne sont pas restées l'apanage des couches les plus favorisées, loin s'en faut. Certes, la détérioration des services de santé, de l'enseignement et des services sociaux a porté atteinte aux conditions de vie des couches

laborieuses, mais ce n'est que d'ici un an ou deux que l'on pourra se rendre compte de l'étendue de la catastrophe dans ces domaines. Pour la grande majorité de la population, cela passe encore inaperçu, à côté des voyages à l'étranger, des appareils ménagers et des voitures, dont la consommation est, proportionnellement au nombre d'habitants, la plus élevée du monde. Une anecdote récente éclaire les dimensions de cette fièvre de consommation qu'a connu Israël : un des plus grands producteurs de vidéo japonais avait envoyé un de ses directeurs en Israël pour voir ce que ses clients faisaient de la grande quantité d'appareils commandés et s'assurer qu'ils ne servaient pas d'intermédiaire pour les exporter ailleurs. Ce n'est qu'après l'avoir constaté de ses propres yeux que cet homme d'affaires a dû reconnaître qu'effectivement une telle quantité d'appareils vidéo trouvait preneur en Israël même.

Cette subvention massive des produits de consommation et la garantie relative du pouvoir d'achat et de l'emploi sont absolument irréalisables dans le ca-

1. Le Herouth (Liberté), fondé en 1948 par Menahem Begin est issu de l'Irgoun Zvai Leumi (Organisation militaire nationale), organisation sioniste d'extrême droite qui s'est signalée sous le mandat britannique par des actions terroristes contre les Arabes et les Anglais. Le Herouth fait partie du Likoud (Rassemblement), front électoral constitué en septembre 1973 à l'initiative du général Ariel Sharon et composé de divers partis de droite et d'extrême droite, dont le Parti libéral, le Centre libre et la Liste d'Etat.

2. C'est le jeudi 13 octobre que le quotidien indépendant *Yedioth Aharonoth* avait dévoilé, en le présentant comme un « secret d'Etat », le projet de « dollarisation » de l'économie israélienne. Le gouvernement envisageait par là d'aligner l'économie du pays sur la monnaie américaine : ainsi, l'évaluation du budget de l'Etat et le versement des salaires, indexés sur le billet vert, devaient se faire en dollars. De même, les citoyens israéliens devaient pouvoir ouvrir des comptes courants en dollars. La démission du ministre des Finances devait apaiser le scandale politique suscité par ce projet, qui revenait à renoncer à toute politique

monétaire indépendante et à faire du shekel un « dollar déguisé ».

3. La Histadrout Ha'ovdim le'Eretz Israel (Confédération générale des travailleurs d'Eretz Israël), fondée en 1920 dans le but d'organiser les travailleurs juifs en Palestine, représente aujourd'hui environ 75 % de la population active et leurs familles. Ce n'est qu'en 1959 que les travailleurs arabes ont pu y adhérer. La Histadrout est à la fois un syndicat et une entreprise aux multiples ramifications dont dépendent diverses institutions : caisse de maladie, bureaux de placement, coopératives, réseau scolaire, etc. Par la Hevrat Ovdim (Société des travailleurs), qui coordonne le secteur coopératif de l'économie, elle joue un rôle considérable dans le domaine du secteur agricole, des entreprises industrielles, des travaux publics et des transports collectifs. Ainsi, la Histadrout se trouve être un des principaux employeurs du pays. L'assemblée générale de la Histadrout est élue au suffrage universel. A l'exception de l'Agoudath Israël, tous les partis politiques y sont représentés. Cette assemblée élit le Conseil général et le Conseil exécutif chargé de la gestion du syndicat.

dre concret de la réalité économique de l'Etat d'Israël et du système capitaliste mondial. D'un point de vue capitaliste — et tel est bien le point de vue du régime sioniste —, la politique économique appliquée par le gouvernement Begin est suicidaire : l'industrie locale est incapable de concurrencer les produits étrangers, non seulement sur le marché international, mais également sur le marché intérieur. En conséquence, des dizaines d'usines ont fermé leurs portes et les capitaux ont été réinvestis dans l'importation. L'agriculture, qui avait été pendant deux décennies la fierté de l'économie israélienne, et la production de diamants, se sont littéralement écroulées au cours des deux dernières années, suite à la réduction des subventions et à la surévaluation du shekel. Le déficit de la balance des paiements dépasse les 5 milliards de dollars (41 milliards de francs français) et la dette extérieure atteindra, à la fin de l'année, 33 milliards de dollars (271 milliards de francs français). Quant à l'inflation, les théories du docteur Plessner se sont avérées, comme on pouvait s'y attendre, complètement erronées. Au rythme actuel, celle-ci dépassera les 200 % à la fin de l'année.

LA DÉCLARATION DE GUERRE DE COHEN-ORGAD

C'est un partisan farouche de la « rationalisation » des dépenses qui succède à Yoram Aridor à la tête du ministère des Finances. Dès sa nomination, Ygal Cohen-Orgad annonçait qu'il s'était fixé pour objectif de réduire le déficit budgétaire et celui de la balance des paiements. Comment entend-il procéder ? Certainement pas en réduisant de façon substantielle le budget militaire et celui des colonisations, qui dévorent plus de 50 % du budget national ! Ygal Cohen-Orgad n'est pas seulement un porte-parole fidèle de la bourgeoisie israélienne, il est aussi l'un des députés qui ont voté contre les accords de Camp David, jugés trop défaitistes, et un partisan déclaré du mouvement de colons d'extrême-droite Goush Emounim (4). Le nouveau ministre des Finances se fait d'ailleurs construire une demeure à Ariel, une nouvelle colonie située près d'Hébron, en pleine Cisjordanie ...

S'il ne touche pas au domaine des canons et des implantations, Cohen-Orgad annonce par contre des mesures draconiennes dans ceux de la margarine et de l'emploi : réduction des subventions aux produits de première nécessité, réduction de 5 à 10 % des budgets sociaux, ce qui va entraîner, en plus d'une nouvelle détérioration des services sociaux, des suppressions d'emploi massives. Mais l'axe essentiel de l'attaque du nouveau ministre des Finances contre les travailleurs concerne l'échelle mobile des salaires, qu'il considère comme principale responsable

de l'inflation et de la non compétitivité des produits israéliens sur les marchés internationaux.

Pour la première fois depuis plus de 15 ans, il semble que le gouvernement sioniste n'ait pas d'autre choix que de déclarer l'austérité pour les travailleurs : les banques internationales et le Fonds monétaire international (FMI) ont fait comprendre que c'était une condition pour accorder les nouveaux prêts dont l'économie israélienne avait besoin. Dès aujourd'hui, les indices — et principalement celui de la Construction qui est traditionnellement l'indicateur de tout tournant dans la situation économique du pays — montrent que nous nous trouvons à la veille de la crise, crise qui avait pu être différée pendant plus de six ans grâce à une augmentation du soutien américain et au prix d'un déficit croissant du budget national et de la balance des paiements. Le moment est venu de renflouer les caisses ou, tout au moins, de colmater les brèches par où le gouvernement laissait s'écouler des sommes astronomiques : la guerre du Liban a coûté jusqu'à présent au moins 2,2 milliards de dollars, soit plus de 18 milliards de francs français !

L'effondrement des actions bancaires a provoqué la panique au sein de la grande majorité de la population, qui avait été attirée par le taux de profit élevé de ces actions. Le gouvernement en a profité pour augmenter de 50 % le prix des produits de première nécessité et dévaluer le shekel de 23 %. « *Ce n'est qu'un début* », a annoncé le nouveau ministre aux patrons qui, eux, n'hésitent pas à ajouter : « *C'est maintenant le moment ou jamais de mener une politique d'austérité, même si cela signifie la fin du plein emploi* » (Yedioth Aharonoth, 21 octobre 1983).

LA RÉACTION OUVRIÈRE ET POPULAIRE

Pour les travailleurs, l'ère de la voiture et de la vidéo semble définitivement terminée. La garantie du pouvoir d'achat par le biais de l'échelle mobile, et la garantie de l'emploi sont les objectifs dont on discute aujourd'hui dans les usines et les quartiers populaires. Une réunion mouvementée des délégués des Comités de travailleurs (5) a obligé la Histadruth à organiser une grève de protestation de deux heures qui a été, pour la première fois depuis longtemps, suivie par la quasi-totalité des travailleurs. Dérisoire par rapport aux enjeux, la grève de deux heures a été, par la participation massive qui l'a caractérisée, un avertissement autant pour les dirigeants de la Histadruth que pour le gouvernement. La centrale « ouvrière » et ses dirigeants travaillistes sont tout à fait incapables de présenter une politique économique alternative à celle du gouver-

nement. En effet, le seul moyen de parvenir au maintien du pouvoir d'achat comme au maintien de l'emploi et de réduire d'une façon significative le déficit budgétaire et celui de la balance des paiements, est de mordre de façon substantielle sur les dépenses militaires et le budget des implantations. Aucun parti sioniste significatif n'est prêt à s'engager dans cette voie. C'est bien là la raison pour laquelle on peut parler de consensus au niveau de la classe dirigeante en ce qui concerne la nécessité de porter un coup sévère au niveau de vie des travailleurs, les travaillistes se contentant, pour leur part, d'exiger un « partage équitable » des efforts ...

On ne peut encore prévoir les rythmes et les modalités de la riposte ouvrière : se fera-t-elle autour des Comités de travailleurs élus dans les usines et se coordonnant au niveau des branches et des régions, comme le propose l'appel distribué dans les centres ouvriers par les militants de la Ligue communiste révolutionnaire, ou plutôt autour de comités d'action, ainsi que cela s'était passé au début des années 1960 ? Verra-t-on à nouveau les quartiers populaires s'enflammer, liant cette fois des revendications économiques et sociales à l'affirmation, par les habitants, de leur identité de juifs orientaux (en provenance des pays arabes) ? Il serait stérile de tenter de spéculer sur ces questions. Un fait est certain : les revendications ouvrières et populaires seront, dès le départ, politiques. Les premières manifestations appelées par les organisations de quartiers populaires ont unanimement repris le slogan : « *De l'argent pour les quartiers populaires, pas pour les implantations !* », montrant par là que les choix économiques revenaient tous, en dernière analyse, à des choix politiques.

La question qui se pose aujourd'hui avec acuité est de savoir si les mouvements qui s'étaient mobilisés massivement contre la guerre et l'occupation, et dont la composition était, en grande majorité, petite-bourgeoise, seront capables de s'orienter vers les couches populaires, afin d'unir le mouvement contre la guerre avec les couches sociales capables de résister aux attaques sociales de la nouvelle politique d'austérité. C'est en tout cas dans cette optique que s'orientent les militants marxistes révolutionnaires, que ce soit, avec des forces limitées, au sein de la classe ouvrière ou au sein des structures du mouvement antiguerre, dans lequel ils ont su gagner une audience non négligeable. ■

Michel WARSCHAWSKI,
Jérusalem, 22 octobre 1983.

4. Goush Emounim (Bloc des croyants), courant dur du Miflegeth Datit Leoumith (MAFDAL, Parti national religieux).

5. Ces comités, structures de la Histadruth, sont élus dans les entreprises. Après une période de temps mort, ils ont connu un nouvel essor dans les années 1970 et dirigent les luttes depuis lors, grâce à leur coordination qui, elle, ne dépend pas de la Histadruth.

ABONNEZ-VOUS A INPRECOR

La révolution dans l'état de l'intervention militaire et de l'étranglement politico-économique

La politique de l'impérialisme en Amérique centrale est marquée, depuis plusieurs mois, par l'accroissement de l'engagement militaire des Etats-Unis dans la région. La récente intervention de l'impérialisme US à Grenade a valeur

d'avertissement pour toute l'Amérique centrale, pour les révolutionnaires salvadoriens, nicaraguayens, guatémaltèques, qui osent défier l'administration Reagan et le Pentagone.

Jeannette HABEL

La stratégie politico-militaire américaine allie l'intensification des préparatifs de guerre avec la mise en route de manœuvres diplomatiques, dans le but d'acculer les révolutionnaires salvadoriens et nicaraguayens au dilemme d'un choix entre l'intervention militaire impérialiste et la capitulation politique à ses exigences. Dans tous les cas, il s'agit d'extirper le « cancer » révolutionnaire qui ronge l'Amérique centrale, et l'impérialisme US met en place un dispositif à cet effet.

LA MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF MILITAIRE RÉGIONAL

Le Honduras a été transformé en base militaire régionale. Un centre régional d'entraînement militaire (CREMS) y est implanté pour prendre la relève de l'École des Amériques de la zone du canal de Panama, qui doit fermer à la fin de l'année 1984, après avoir formé près de 50 000 officiers des armées de tous les pays du sous-continent latino-américain.

Déjà, 2 500 soldats salvadoriens formés aux méthodes de la lutte antiguerrilla par des « bérets verts » américains à Puerto Castilla sont rentrés au Salvador, et un millier d'autres participent à un nouveau cycle d'entraînement. Depuis le début, en août 1983, des manœuvres conjointes américano-honduriennes appelées Ahuas Tara II, 3 200 soldats américains auxquels se sont ajoutés 2 000 marines en novembre, stationnent sur le territoire hondurien. Le député hondurien démocrate-chrétien, Efraim Dias, reconnaît qu'il s'agissait d'une véritable « occupation militaire ». Bien que le Pentagone ait présenté ces manœuvres, qui doivent durer six mois, comme un exercice de routine dans le cadre d'un accord signé avec le Honduras il y a presque 30 ans, jamais autant de soldats américains (plus de 5 000) n'avaient été mobilisés dans ce pays pour aussi longtemps. Si le Honduras est l'épicentre de la contre-offensive américaine, les autres pays de l'isthme centro-américain ne sont pas oubliés dans le dispositif régional.

Au Guatemala, le récent coup d'Etat du général Mejias a permis d'éliminer le général Rios Montt, personnage trop

incontrôlable pour l'oligarchie. L'installation du général Mejias au pouvoir coïncide avec la réactivation du Condeca (Conseil de défense centro-américain) (1) et l'entraînement de soldats salvadoriens au Guatemala même, par une armée expérimentée qui a plus de 20 ans de pratique dans la lutte antiguerrilla.

Au sud, les attaques aériennes lancées ces derniers mois contre le Nicaragua sont organisées à partir du Costa Rica et bénéficient de l'appui de la garde rurale nationale, tandis que de larges secteurs du parti gouvernemental apportent leur aide au traître Eden Pastora (2). Le ministre des Affaires étrangères du Costa Rica a même évoqué, lors d'un conseil de l'Organisation des Etats américains (OEA), le 4 octobre dernier, la possibilité d'un recours au Traité interaméricain d'assistance réciproque (TIAR), dit aussi Traité de Rio, contre le Nicaragua. Alors même que le 15 septembre, le président social-démocrate Luis Alberto Monge décrétait la « neutralité » du Costa Rica, des centres contre-révolutionnaires d'entraînement existent dans ce pays.

La réactivation, le 1er octobre, du Condeca, lors d'une rencontre à laquelle participaient le Guatemala, le Honduras, le Salvador et le chef de la garde nationale de Panama, en présence du chef du commandement sud des troupes US en Amérique latine, est une étape de plus dans l'unification des forces contre-révolutionnaires. Cette relance du Condeca est liée à la difficulté rencontrée par l'impérialisme d'utiliser le TIAR après la guerre des Malouines. En effet, contrairement à la lettre de ce traité, les USA se sont alors rangés du côté de l'agresseur britannique contre la nation latino-américaine agressée. Après le gel du Condeca consécutif à la guerre de 1969 entre le Salvador et le Honduras, dite guerre « du football », les USA ont dû d'abord régler le contentieux entre ces deux pays pour pouvoir réactiver cet accord et réaligner le Panama sur la diplomatie américaine.

Avec la renaissance de cet organisme, la remilitarisation du « triangle nord » (Honduras, Salvador, Guatemala) permet d'établir un front militaire commun, dont le but est de préparer l'intervention des armées de ces pays à l'appel de l'un d'entre eux. Le gouvernement américain a convoqué, à Tegucigalpa,

capitale du Honduras, le 27 octobre dernier, une réunion d'urgence des chefs militaires du Guatemala, du Salvador, du Honduras, dans le cadre du Condeca, pour discuter — d'après les propos d'Adolfo Calero, leader des Forces démocratiques nicaraguayennes (FDN) (3) — d'un plan d'invasion du Nicaragua et du Salvador.

L'INVASION DE GRENADE, TEST POUR UNE INTERVENTION MILITAIRE EN AMERIQUE CENTRALE

Le débarquement des marines à Grenade, le 25 octobre, est une nouvelle preuve du fait que l'impérialisme US n'est pas disposé à tolérer un régime révolutionnaire au Nicaragua et les menaces d'extension de la révolution en Amérique centrale qui en résulteraient. Le problème, pour l'administration de Ronald Reagan, est de trouver les moyens d'enrayer le processus révolutionnaire en limitant au minimum le coût politique et humain d'une participation directe des troupes US. C'est pourquoi, dans la phase actuelle, les USA tentent de combiner les préparatifs militaires des armées centro-américaines et les pressions économiques et diplomatiques.

Malis il ne fait aucun doute que l'impérialisme américain est engagé dans un engrenage militaire qui vise à défendre ce qu'il considère comme sa « troisième frontière ». En février 1982, Reagan avait déclaré que la région constituait « une arène commerciale et stratégique absolument capitale pour les USA. Près de la moitié de notre commerce, les 2/3 de nos

1. Le Conseil de défense centro-américain (Condeca) est un traité de défense nationale mis en place, en 1963, à la suite de la victoire de la révolution cubaine, sous la direction du dictateur nicaraguayen Anastasio Somoza, afin de coordonner les actions contre la « subversion » intérieure. Il a été enterré après la guerre dite « du football », en 1969, entre deux de ses membres, le Salvador et le Honduras.

2. Eden Pastora, connu comme le commandant « Zéro », ancien dirigeant de la guérilla du Front sandiniste. Après la victoire, il fut nommé responsable des milices populaires. Il a quitté le Nicaragua en 1982 et s'est engagé dans le combat militaire contre-révolutionnaire depuis des bases situées au Costa Rica.

3. Organisation contre-révolutionnaire composée d'ex-somozistes et dont les bases sont situées au Honduras.

importations de minerais d'intérêt stratégique passent par le canal de Panama ou le golfe du Mexique. Le Salvador est plus près du Texas que le Texas du Massachusetts ». De la sécurité de la zone dépendent donc les « intérêts vitaux » des USA. Cette politique a été synthétisée plus clairement encore par le sous-secrétaire d'Etat à la Défense, Fred C. Ikle, qui affirmait, en septembre : « Nous devons empêcher la consolidation du régime sandiniste au Nicaragua, car il se transformerait en arsenal pour l'insurrection. Si nous ne pouvons l'empêcher, alors nous devons nous préparer à la partition de l'Amérique centrale. Une telle situation nous forcerait alors à établir une nouvelle ligne de front dans le conflit Est-Ouest, ici, sur notre continent. » (*International Herald Tribune* du 13 septembre 1983). Au cas où le Congrès américain refuserait d'accroître l'aide US à la contre-révolution, « la seule façon de protéger les démocraties pourrait être, pour les USA, de déployer des forces dans ces pays, comme en Corée ou en Allemagne de l'Ouest », déclara aussi Ikle. Le but affiché est clairement d'empêcher la consolidation du régime sandiniste, la discussion portant ensuite sur les meilleurs moyens d'y parvenir.

Cette appréciation est pourtant contestée aux USA par certains porte-parole de la bourgeoisie américaine qui apprécient autrement les causes du conflit centro-américain et les risques d'une régionalisation de la guerre dans une zone où la situation économique et sociale est dramatique. Les pays de l'isthme sont en effet impliqués dans la guerre, alors même que les conséquences de la crise économique rendent leur situation sociale explosive.

DES OPTIONS DIFFÉRENTES DANS L'ADMINISTRATION AMÉRICAINE ?

Dans ces conditions, toute intervention militaire doit répondre à plusieurs questions qui sont au centre des réflexions de l'administration américaine et du Pentagone : a) est-il possible de ne faire intervenir que les troupes du « triangle nord » sans aide directe des marines ? b) sinon, comment faire en sorte que l'intervention soit rapide et efficace, et que les soldats américains ne s'enlisent pas comme au Vietnam ? c) quelles possibilités y a-t-il d'établir un gouvernement provisoire sur une portion du territoire nicaraguayen « libéré », qui bénéficie d'un appui social assez large pour permettre, ensuite, d'imposer une véritable symétrie avec le Salvador et, en particulier, d'exiger, comme le propose Reagan, « la dissolution de l'armée sandiniste (EPS) et sa fusion-recomposition avec les forces belligères contre-révolutionnaires » de l'Alliance révolutionnaire démocratique (ARDE) (4) et de la FDN ? d) quelles peuvent être les conséquences d'une intervention sur les élections présidentielles américaines de l'automne 1984, en particulier sur la réélection de Reagan ? A ces questions, les cercles dirigeants US n'apportent pas tous la même réponse.

Des secteurs du Parti démocrate, plusieurs Eglises, certains intellectuels, considèrent qu'il faut tirer les leçons du passé et réorienter la politique US en abandonnant la perspective d'une solution militaire qui serait en définitive contraire aux intérêts à long terme des USA, au profit d'une solution politique négociée accompagnée de réformes économiques et sociales. Des responsables du Parti démocrate font des propositions qui s'inscrivent dans le cadre de la plate-forme électorale de ce parti pour 1984. Ils préconisent une alliance avec le Mexique et le Venezuela pour engager des négociations, cesser l'aide à la « subversion » et « réconcilier » l'opposition nicaraguayenne — y compris celle qui est à l'extérieur — avec le gouvernement.

Pour le sénateur Leogrande (5) (consultant du Parti démocrate), la politique de Reagan est contraire aux intérêts bien compris de l'impérialisme, car elle radicalise la révolution et détériore les rapports des USA avec leurs alliés latino-américains et le tiers-monde, ce qui revient, en fait, à redorer le blason de l'URSS. Leogrande estime que le choix politique des USA porte sur deux options différentes, la première prenant le risque d'une victoire militaire des révolutionnaires, qu'il considère comme probable au Salvador, ce qui aura pour conséquence que les USA devront traiter avec les artisans de la victoire militaire, tandis que l'autre option consiste à miser sur une solution politique négociée qui permette de porter au pouvoir les hommes qui auront été les artisans du dialogue et de la négociation. Cette solution permettrait de faire « qu'au Salvador comme au Zimbabwe, la guerre civile débouche sur des élections libres et démocratiques ». Cette politique, plus conforme aux intérêts des bourgeoisies latino-américaines, est d'ailleurs celle que défend le groupe de la Contadora (6).

Le choix actuel de l'administration Reagan repose sur la conviction qu'il est trop tard, dans les conditions actuelles, pour désamorcer le conflit centro-américain en menant à bien les réformes nécessaires. De telles réformes supposeraient, en effet, un changement important des rapports de forces entre l'oligarchie et l'armée d'un côté, et, de l'autre, les secteurs de la bourgeoisie intéressés à une autre politique économique, fondée sur l'élargissement du marché intérieur, l'augmentation de la demande par la mise en route de réformes économiques et sociales et d'abord la réforme agraire, l'intervention accrue de l'Etat pour aider les investissements.

Reagan a donc mené une politique d'agression multiforme, fondée d'abord sur la puissance militaire.

LES OBJECTIFS DE LA CONTADORA ET DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE

Pourtant, cette politique interventionniste se heurte aux intérêts de certaines bourgeoisies latino-américaines. Comme l'a déclaré le président colombien Belisario Betancur, « ceux qui ne com-

prennent pas les racines sociales des convulsions politiques latino-américaines ou les attribuent à des causes idéologiques dans la confrontation Est-Ouest, sèment les graines du chaos et de la guerre » (*El País*, 8 octobre 1983). Le président mexicain, Miguel de la Madrid, ne dit pas autre chose lorsqu'il dénonce le danger « des démonstrations de force qui menacent de provoquer une conflagration »... C'est cette interprétation qui fonde la démarche du groupe de la Contadora, qui préconise une solution négociée du conflit centro-américain et la mise en œuvre d'un « plan de développement pour la paix » dans l'isthme. Un tel plan a pourtant peu de chances de voir le jour, tant les possibilités de l'imposer aux oligarchies locales sont illusoire et tant la profondeur de la crise est grande. Le président de la Banque centrale du Costa Rica et porte-parole des Etats centro-américains a, lors de la réunion de la Banque inter-américaine de développement (BID), à Bruxelles en septembre de cette année, évalué entre 20 et 23 milliards de dollars les investissements nécessaires d'ici à 1990 pour que le Costa Rica, le Guatemala, le Honduras, le Salvador et le Nicaragua retrouvent leur niveau de vie de ... 1980. La possibilité de mettre en œuvre un tel plan de développement se heurte à des obstacles de taille, aussi bien politiques et économiques que sociaux.

L'opposition de l'oligarchie à la moindre réforme accroît l'explosivité sociale. C'est la raison pour laquelle sa domination ne peut se maintenir que sous la forme de dictatures militaires qui scellent l'alliance entre les forces armées, les grands latifundistes et la bourgeoisie pro-impérialiste, et garantissent ses privilèges, notamment quant à la propriété foncière. Toute l'expérience récente en Amérique centrale est marquée par l'échec des tentatives de réforme agraire. Au Salvador, par exemple, il y avait, en 1980, 300 000 familles sans terre, soit près de 2 millions de Salvadoriens. 76 000 d'entre elles devaient profiter de la réforme en devenant membres de coopératives sur des exploitations de plus de 500 hectares ou propriétaires des lopins de terre qu'ils louaient auparavant. Cette « réforme agraire » n'a jamais dépassé son stade initial. Elle est totalement paralysée depuis les élections de mars 1982, qui ont donné naissance à un gouvernement de coalition entre la Démocratie-chrétienne

4. Le directeur de l'ARDE était composé d'Alfonso Robelo du Mouvement démocratique nicaraguayen (MDN), d'Eden Pastora du Front révolutionnaire Sandino (FRS), jusqu'à son départ du pays, du Misurasata (Unidad Sandinista de Misquitos Sumas y Ramas) et d'un courant social-chrétien qui vient de s'y intégrer et qui provient du Parti social-chrétien du Nicaragua.

5. William Leogrande : « L'impasse salvadorienne », paru dans *Politique internationale*, numéro 20. Consultait auprès du comité du Parti démocrate au Sénat.

6. Nom de la petite île de la Contadora, proche de Panama, où ce groupe fut fondé au début de l'année 1983 par la Colombie, le Venezuela, le Mexique et le Panama. Il est appuyé dans ses options politiques par les partis sociaux-démocrates européens et latino-américains de l'Internationale socialiste.

et l'Alliance républicaine nationaliste (Arena, parti extrémiste de droite). Ce dernier parti contrôle le ministère de l'Agriculture et les organismes chargés d'appliquer la réforme... qui se sont empressés de bloquer les crédits destinés aux coopératives.

Dans ce contexte, une politique réformiste qui mette l'accent sur une augmentation de l'aide économique et une diminution de l'aide militaire est d'autant moins crédible que la corruption prend des proportions gigantesques. Le dernier scandale en date a eu lieu au Honduras, où 200 tonnes de lait données par la Communauté économique européenne (CEE) et destinées aux enfants des écoles ont été subtilisées par le ministre de l'Éducation, qui les a mises en vente au lieu de les distribuer gratuitement. Et ce, dans un pays où, d'après le trésorier de la Fédération syndicale des travailleurs du nord du Honduras, « toutes les 20 minutes un enfant meurt de malnutrition ».

C'est pourquoi l'existence et les progrès de la révolution nicaraguayenne sont effectivement un défi pour l'impérialisme et les oligarchies locales, ses acquis sociaux réalisés en quatre ans rendant crédible la lutte pour une autre société.

Le groupe de la Contadora, créé il y a maintenant presque un an, cherche à empêcher une intervention militaire qui aggraverait la situation en Amérique centrale et sur le reste du continent. « La propagation de l'incendie à tous les pays du bassin de la Caraïbe... voire à tout l'hémisphère », comme l'a déclaré le président colombien, menacerait alors directement ces bourgeoisies au pouvoir. C'est pourquoi leur objectif est d'éviter une intervention militaire directe, en jouant un rôle politique et diplomatique autonome en défense de leurs intérêts économiques et commerciaux propres.

Les forces révolutionnaires peuvent tirer profit de ces différences d'intérêts entre les USA et certaines bourgeoisies latino-américaines. Mais, dans la dernière période, l'alourdissement de la dette extérieure, devenue considérable, du Mexique et du Venezuela, a facilité les pressions du FMI et aggravé la tutelle de l'impérialisme. La défense de leurs intérêts propres, qui sous-tend leur volonté de jouer un rôle de médiateurs dans la région, est rendue plus difficile. La crise économique et la chute des revenus pétroliers ont compromis le projet de « nouvel ordre économique régional » de Carlos Andrés Pérez (7), qui supposait l'instauration de démocraties pluralistes et le maintien du système économique en vigueur.

Pour rétablir la paix en Amérique centrale, la Contadora met l'accent sur la nécessité de parvenir à une solution politique négociée faisant l'économie d'une intervention militaire, par la combinaison de pressions politiques, économiques et diplomatiques, afin d'amener, au Salvador, le FMLN à accepter de participer

aux élections de 1984, dans la perspective d'établir un gouvernement de coalition représentatif qui pourrait négocier un cessez-le-feu, restructurer les forces armées, et mener ensuite à bien une politique de réformes. Au Nicaragua, il s'agit — sous prétexte de « démocratiser » le pays en y organisant là aussi des élections — d'obliger le FSLN à faire marche arrière.

ETABLIR UN PARALLELE ENTRE LE NICARAGUA ET LE SALVADOR

Selon la Contadora, il y aurait, dans ces deux pays, deux dictatures « totalitaires », toutes deux confrontées à une opposition extérieure et intérieure légitimes, qu'il faudrait « réconcilier » avec la nation pour retrouver la paix. Cette « réconciliation » pourrait s'effectuer grâce à la participation de tous les secteurs à des élections, le renforcement de la démocratie passant dans chacun des pays par le suffrage universel.

Cette symétrie des négociations régionales a commencé à se mettre en place : le voyage de Stone, ses rencontres avec le FDR salvadorien reconnu de facto comme force belligérante, légitimement des contacts ultérieurs avec d'autres forces belligérantes (contre-révolutionnaires) au Nicaragua. Mais elle implique un réajustement de la politique menée à leur égard.

L'ARDE, interlocuteur plus « valable » et plus honorable que les gardes somozistes de la FDN, était considérée jusqu'à présent par la CIA comme peu fiable en raison du comportement jugé « irresponsable » d'Eden Pastora, son principal dirigeant. Elle bénéficie désormais d'un appui financier beaucoup plus important, d'un appui militaire fourni par la CIA via Israël (*Inforpress*, 15 septembre 1983), dont les effets se sont faits sentir récemment lors des attaques contre l'aéroport de Managua, qui ont coïncidé avec les raids de la FDN contre les dépôts de pétrole de Puerto Sandino. Bien que les partisans de l'ARDE aient nié toute coïncidence, les porte-parole de la FDN au Honduras ont déclaré avoir été préalablement informés de l'attaque de l'aéroport de Managua (*International Herald Tribune*, 30 septembre 1983), la CIA ayant fourni des bateaux à la FDN et des avions à l'ARDE (*Latin America Weekly Report*, 21 octobre 1983). Robelo a confirmé que son organisation, le MDN, était « mieux comprise » par les USA, tout en précisant que des appuis financiers lui viennent de nombreux pays, notamment du Venezuela, du Mexique, de la Colombie, principaux acteurs du groupe de la Contadora (*Le Monde*, 22 septembre 1983).

A cette aide matérielle s'ajoutent des initiatives destinées à élargir la représentativité politique de l'ARDE et sa base sociale à l'intérieur du pays. Le ralliement d'une fraction du Parti social-chrétien nicaraguayen devrait élargir son audience internationale aux démocrates-chrétiens, préciser les contours politiques des secteurs de l'opposition au régime dans la perspective d'un gouvernement provisoire d'unité nationale qui regrouperait

des forces allant des partis de droite à la social-démocratie.

D'autres forces politiques se réalignent en fonction des échéances, comme l'indique la création récente de la Sodeca (Social-démocratie d'Amérique centrale) (*Inforpress*, 22 septembre 1983) à fin septembre, comprenant le parti Action démocratique (AD) du Salvador (parti représenté à l'Assemblée constituante, défenseur de la libre entreprise, dirigé par Magana dont le gouvernement fut renversé dans les années 1960 par les militaires), le PSD du Nicaragua (parti d'opposition membre de la Coordination démocratique « Ramiro Sacasa » en contact avec l'ARDE) (8) et le Parti d'action populaire (PAPO) du Panama. La Sodeca se propose d'établir une coordination directe des sociaux-démocrates dans la région et d'inviter les partis dont l'orientation lui serait proche, pour qu'ils s'intègrent à l'organisation. Aucun des partis membres de la Sodeca n'appartient à l'Internationale socialiste (IS), bien que la Sodeca se réclame de la social-démocratie. Au Salvador, le parti reconnu par l'Internationale socialiste est le Mouvement national révolutionnaire (MNR), membre du FDR. Au Nicaragua, le FSLN a un statut d'observateur. L'Internationale socialiste voit d'un assez bon œil un élargissement à droite de ses forces politiques dans la région, qui accroîtrait ses marges de manœuvre propres face au FSLN et au FMLN.

LE NOEUD COULANT DE LA DÉMOCRATIE

Les dernières semaines ont vu se préciser les exigences de la Contadora et de l'IS à l'égard du Nicaragua. Elles ont porté sur l'avancement de la date des élections et la nécessité de négociations régionales, et non bilatérales comme le demandait le FSLN. Ceci a été confirmé par Carlos Andrés Pérez, ancien président du Venezuela et représentant de l'IS, qui a expressément demandé au FSLN d'avancer le calendrier politique de la « normalisation » du Nicaragua à 1984 au lieu de 1985, afin de « lever les doutes qui se sont formés sur le projet politique du sandinisme ». Cette exigence, formulée dès janvier 1983 par la Coordination démocratique « Ramon Sacasa », a été exprimée de nouveau en octobre, à Madrid, à Tomas Borge sous forme d'un quasi-ultimatum (*El País* du 11 octobre 1983).

Ces faits sont dans la droite ligne des propositions du Document d'objectifs examinées au début de septembre par la Contadora et les chanceliers de 5 pays d'Amérique centrale. Ce document vise à « garantir le libre accès de différents courants d'opinion aux élections » et « à promouvoir des actions de réconciliation na-

7. Secrétaire de l'Action démocratique (AD) du Venezuela.

8. La Coordinadora regroupe trois partis d'opposition, deux syndicats (la CTN et la CUS), et le COSEP. Elle a décidé de ne pas participer à la discussion du projet de loi sur les partis, malgré les appels réitérés du FSLN.

tionale dans les cas où de profondes divisions se sont produites au sein de la société, en établissant des systèmes représentatifs et pluralistes » (Inforpress du 15 septembre 1983).

Parallèlement, l'impérialisme a précisé ses objectifs lors d'une rencontre qui s'est tenue le 10 novembre à Managua, dans un climat de tension extrême, entre Richard Stone et le coordinateur de la junte sandiniste. Alors que le Condeca étudiait les modalités d'une intervention militaire contre le Nicaragua, l'ambassadeur US proposait au FSLN d'engager un dialogue avec les forces de l'opposition armée au régime, afin d'apporter un remède aux pressions qui pèsent sur le pays. Son idée est « d'établir un dialogue entre les Nicaraguayens, semblable ou supérieur à celui qui existe entre les Salvadoriens » pour voir « s'il est possible de diminuer ou d'éliminer la violence et d'établir une démocratie pluraliste » (El Pais, 12 novembre 1983).

Complétant ces propositions, le 9 novembre, lors d'une conférence de presse à New York, Alfonso Robelo avait précisé que le but, « après la victoire sur les sandinistes », était de reconstituer l'unité nationale en faisant entrer dans le gouvernement « des sandinistes, des libéraux, tous ceux qui seront prêts à mettre sur pied de nouvelles structures pour préparer des élections dans les six mois », en prenant pour modèle « ni Moscou, ni Washington, ni Castro, ni Pinochet, mais le Costa Rica, la plus prestigieuse et la meilleure démocratie d'Amérique centrale » (le Monde, 12 novembre 1983).

Pour rendre ces propositions plus « convaincantes », le Pentagone a informé que, le 18 novembre, des exercices de débarquement de véhicules amphibies auraient lieu sur la côte du Honduras, accompagnés de mouvements de troupes en hélicoptère, dans le cadre des manœuvres conjointes honduro-américaines. Cet exercice ressemble beaucoup à une répétition générale.

L'objectif d'une intervention ne serait pas nécessairement une invasion généralisée, mais éventuellement la création d'un gouvernement provisoire sur une portion du territoire nicaraguayen. Reconnu par plusieurs pays, dont les USA, il demanderait une aide militaire selon un scénario semblable à celui qui avait été envisagé lors de l'invasion de la baie des Cochons, à Cuba, en 1961. Certains des membres potentiels de ce gouvernement provisoire, tel Arturo Cruz, ont appartenu au gouvernement révolutionnaire et serviraient d'interlocuteurs aux sandinistes dans le cadre d'une solution négociée à la pointe des baïonnettes, qui imposerait, comme à la Grenade, une « démocratie prestigieuse », selon les termes de Robelo.

Pour faire bonne mesure, les pressions économiques s'ajoutent aux pressions politiques et militaires. Le FMI a menacé le Mexique de bloquer les prêts qu'il lui octroie, si le gouvernement mexicain continuait à exporter du pétrole au Nicaragua, en dépit des retards de paiement du régime sandiniste. Le FMI a

recommandé au Mexique de récupérer le paiement du mois de septembre, sinon le Fonds se verrait obligé de réviser les conditions de la renégociation de la dette extérieure mexicaine, qui est estimée à 80 milliards de dollars. La décision du FMI a failli empêcher la livraison de 4 300 barils de brut au Nicaragua. Ce pétrole a pourtant finalement été livré, moyennant le paiement par le gouvernement de Managua de la somme de 2,5 millions de dollars, soit la moitié de la valeur de ses achats de pétrole mexicain. Le Nicaragua devra désormais payer mensuellement la moitié de ses achats de pétrole au Mexique, pays qui est son seul fournisseur de brut et auquel il doit actuellement environ 50 millions de dollars (El Pais, 3 octobre 1983).

Pour le cas où les arguments du FMI ne suffiraient pas, la FDN avait annoncé au Honduras sa décision de provoquer le naufrage de tout bateau mexicain qui livrerait du pétrole à Managua (El Pais, 1er octobre 1983). Esso Standard se devait de prendre sa part à cette campagne, en refusant de transporter du pétrole au Nicaragua, compte tenu des risques de sabotage. Ainsi, le Nicaragua, assiégé de toutes parts, doit assurer la protection des pétroliers mexicains, vitaux pour lui, par des navires de guerre.

Les USA rappellent au Mexique et au Venezuela, au cas où ils l'oublieraient, que leurs ambitions régionales ont comme limite leur propre dépendance à l'égard de Washington, encore accentuée par la crise économique. Entre les pressions militaires, les pressions politiques, les pressions économiques, l'étau se resserre sur le Nicaragua.

LA POSITION DU FSLN

Le FSLN appuie l'activité de la Contadora. Il considère que, quelles que soient ses limites, elle contribue à retarder une intervention militaire directe, élargit ses marges de manœuvre, lui permet de gagner du temps et de consolider la révolution. Les révolutionnaires nicaraguayens ne comptent pas sur la Contadora pour défendre leur révolution, mais, dans le climat de « va-t'en-guerre » qui règne à Washington après l'invasion de la Grenade, ils utilisent le répit que leur laissent les manœuvres diplomatiques, quitte à prêter à la Contadora des positions politiques qui ne sont pas précisément les siennes. C'est ce qu'a aussi fait Fidel Castro, lorsqu'il a déclaré être « d'accord avec les propositions de la Contadora pour que soit recherchée une solution politique sur la base... de la non-intervention dans les affaires intérieures des pays, ce qui suppose que chaque pays ait le régime politique de son choix : capitaliste s'il le préfère, socialiste si tel est son choix, ou un régime mixte, s'il le souhaite, si un régime mixte est possible » (Granma, 3 août 1983). Mais la Contadora ne laisse pas tout à fait au Nicaragua le choix de son régime politique, voilà le problème...

Le discours de Fidel Castro rejoint le sens général des « Six points » proposés

en juillet par le gouvernement nicaraguayen (cf. Inprecor numéro 156 du 12 septembre 1983). Ces propositions signifient la fin des manœuvres, la cessation du blocus, un accord bilatéral de non-agression entre le Honduras et le Nicaragua, et la cessation de toute aide militaire à des forces antigouvernementales en Amérique centrale. Mis à part ce dernier point, il est clair que si ces conditions étaient réalisées, la stabilité des dictatures latino-américaines et le pouvoir des oligarchies locales seraient vite menacés.

Le point le plus contestable de ces propositions concerne le Salvador, dans la mesure où il s'agit d'un engagement d'arrêt de fournitures d'armes et de toute aide extérieure aux forces en conflit avec le gouvernement. Toutefois, la diplomatie américaine a considéré ce dernier point comme non significatif, car « non vérifiable » (Latin America Weekly Report, 29 juillet 1983). Quant à la direction du FMLN, elle n'a pas pris de position publique. En tout état de cause, il est difficile de dire quelle serait la portée réelle d'un accord diplomatique de ce type.

Le deuxième cycle des manœuvres diplomatiques a été marqué par la réunion en septembre des chanceliers de la Contadora, ainsi que des cinq pays centro-américains, dont le Nicaragua. De cette réunion est issu un Document d'objectifs (parfois appelé Pacte de Panama) en 21 points, approuvé à la fois par le groupe de la Contadora, le Honduras, le Salvador, le Guatemala, le Costa Rica et le FSLN. Il représente, de la part de ce dernier, des concessions diplomatiques importantes. Le document mentionne : la réduction des armements et des effectifs militaires, la nécessité d'accords pour diminuer le nombre de conseillers militaires étrangers ; l'arrêt du trafic d'armes ; l'arrêt de tout appui militaire ou logistique à des personnes ou organisations qui tentent de déstabiliser des gouvernements de la région ; le refus d'appuyer des actes de terrorisme et de sabotage ; le respect des droits de l'homme et des droits civiques ; l'adoption de mesures qui garantissent une réelle participation populaire à la prise de décisions politiques des Etats, par le libre accès des différents courants d'opinion aux processus électoraux, l'impulsion d'actions de réconciliation nationale là où de profondes divisions internes se sont produites dans la société, et l'établissement de régimes pluralistes et représentatifs.

Mais quelle concrétisation peut avoir le souhait affirmé d'arrêter le trafic d'armes au Honduras et au Nicaragua, ou de cesser d'armer les mouvements qui « déstabilisent » les gouvernements ? Et comment les gouvernements du Nicaragua et du Salvador pourraient-ils avoir une conception commune des actions de réconciliation nationale ? Enfin, comment accorder crédit à un document signé par le Honduras, militairement occupé par les USA, préparant une invasion contre le Nicaragua, mais qui affirme être favorable au retrait des bases militaires ? Comment croire aux affirmations du Guatemala ou du Salvador sur le respect des

droits de l'homme, l'arrêt des actes de sabotage et de terrorisme ? Le FSLN, confronté à une manœuvre diplomatique de grande envergure, semble avoir répondu à la manœuvre par la manœuvre, ce qui est de bonne guerre, mais ne va pas sans risques : la réconciliation nationale au Nicaragua, c'est la réconciliation avec l'ARDE et la FDN, et la constitution d'un gouvernement commun avec la « contra », autrement dit la capitulation et la fin de la révolution.

Les dirigeants révolutionnaires nicaraguayens ne sont pas tombés naïvement dans un piège aussi grossier. Il faut comprendre leur référence au Document d'objectifs comme une manœuvre nécessaire dans cette diabolique machine à négocier. La garantie réside dans le fait qu'ils misent d'abord sur la force du peuple en armes pour défendre la révolution, comme le montre la mise sur pied des milices et du service militaire obligatoire.

Néanmoins, l'impérialisme n'a pas manqué de se saisir des propositions du Document d'objectifs pour donner une légitimité à la « contra », ce qui a obligé le FSLN à proposer, fin octobre, quatre projets de traités de paix. Les quatre projets de traités abandonnent ce qui, dans le Document d'objectifs, pourrait enfermer le FSLN dans la négociation avec la contre-révolution. Le premier traité bilatéral entre les USA et le Nicaragua prévoit le non-usage de la menace et de la force. Le deuxième traité de paix avec le Honduras garantit qu'il ne sera prêté aucune aide à des individus qui veulent déstabiliser l'autre gouvernement. Le troisième traité est un accord conjoint concernant le Salvador, qui engagerait les pays à suspendre toute assistance militaire aux parties en conflit. Le dernier projet engagerait les cinq pays latino-américains à ne pas intervenir dans les affaires intérieures des autres nations signataires de l'accord.

Les différences entre ces projets et ceux de la Contadora, approuvés auparavant par le FSLN, sont importantes. Premièrement, parce que ces projets sont soumis comme « un tout indivisible, car l'omission de n'importe lequel d'entre eux affecterait le maintien des autres » (Agence nouvelle du Nicaragua, ANN, 2 novembre 1983). C'est un point décisif, car cela revient à dire qu'en échange de l'arrêt de toute intervention, et si le principe de la non-ingérence était respecté, le Nicaragua s'engagerait à ne prêter aucune aide à des forces qui voudraient renverser d'autres gouvernements. Il est clair que si une telle situation devait se produire, personne ne se risquerait à prêter longue vie à la dictature salvadorienne, et plus généralement aux oligarchies de l'isthme. Au Salvador, où l'armée est tenue à bout de bras par les conseillers américains, la victoire des forces révolutionnaires ne tarderait pas. Deuxièmement, le FSLN a rompu l'engrenage diplomatique qui l'engageait dans la négociation avec la contre-révolution, et les références à la « réconciliation nationale » ont disparu. C'est pourquoi le por-



te-parole du Département d'Etat a accusé le Nicaragua de « s'éloigner » des propositions de la Contadora et d'en boycotter les démarches. En proposant des traités de paix, le FSLN essaye de déjouer les traquenards diplomatiques, malgré des marges de manœuvre dérisoirement faibles.

En fait, le FSLN considère de plus en plus une invasion militaire comme inévitable. Selon Daniel Ortega, elle pourrait intervenir en décembre, à la faveur d'incidents frontaliers avec le Honduras, qui provoqueraient l'intervention de l'armée hondurienne, l'appel au Condeca, l'occupation d'un morceau du territoire nicaraguayen, et la formation d'un gouvernement provisoire que la contre-révolution n'a pas été capable d'imposer (ANN, 9 novembre 1983).

L'ARMÉE SALVADORIENNE SUR LA DÉFENSIVE

L'évolution de la situation au Salvador renforce les risques de guerre en Amérique centrale. Depuis deux mois, l'armée salvadorienne a subi de nombreuses pertes lors des combats avec la guérilla. La nouvelle offensive du FMLN, commencée au début du mois de septembre, l'a mise sur la défensive. Les meilleures unités, y compris les bataillons d'élite en provenance du Honduras, sont en difficulté. Les forces révolutionnaires estiment à 1 400 les tués, blessés, prisonniers ou disparus des forces gouvernementales en cinq semaines. Les pertes subies par l'armée dépasseraient le nombre d'hommes rentrés au Salvador après avoir été entraînés par les « bérés verts » à Puerto Castilla. Les forces révolutionnaires seraient désormais aux portes de plusieurs villes de la zone économique vitale (*Le Monde diplomatique*, novembre 1983). Début septembre, le FMLN attaquait San Miguel, troisième ville du pays. Fin octobre, il contrôlait la ville de Suchitoto, à 40 km de San Salvador, la capitale, ainsi que l'unique route d'accès à la ville. L'armée répliqua par des bombardements de civils, sans parvenir à reprendre l'initiative. Selon des conseillers américains, l'ensemble des combats aurait affecté, depuis septembre, 9 provinces sur 14 (*International Herald Tribune*, 5-6

novembre 1983).

Les officiers américains s'interrogent sur la faible rentabilité des troupes d'élite entraînées au Honduras, qui sont la cible principale du FMLN, et s'inquiètent des sources d'information dont bénéficie le FMLN sur les déplacements de troupes et l'importance des forces envoyées en renfort qui, régulièrement, tombent dans des embuscades (*International Herald Tribune*, 7 septembre 1983). Le résultat, c'est la crainte des soldats de sortir de leurs casernes de peur de tomber dans des guet-apens. Le Pentagone n'ignore pas cette situation. Fred Ikle, sous-secrétaire d'Etat à la Défense, vient de déclarer : « Avec les 64,8 millions de dollars approuvés pour 1984, nous n'avons pas les moyens d'améliorer leur capacité de riposter rapidement », et reconnaît que la mobilité de l'armée n'est pas suffisante pour répondre aux attaques de la guérilla. « On ne peut pas faire beaucoup plus pour améliorer les capacités des forces gouvernementales à répondre rapidement si nous ne fournissons pas plus d'hélicoptères et d'avions légers », a-t-il ajouté. (*International Herald Tribune*, 15 novembre 1983). Autant d'éléments qui confirment que des signes de démoralisation existent dans l'armée gouvernementale et que l'impérialisme doit passer à une étape supérieure d'investissement de forces.

L'offensive militaire de septembre du FMLN a coïncidé avec une crise politique profonde. Les manifestations de masse ont repris. Une importante manifestation de paysans en faveur de la réforme agraire a eu lieu récemment, ainsi que 2 grèves dans le secteur public (à l'Institut du logement et à la Sécurité sociale), événements d'autant plus significatifs que le pays est en état de guerre et que face à cette réactivation du mouvement de masse, les bandes paramilitaires ont fait leur réapparition. De l'aveu du major Roberto d'Aubuisson lui-même, porte-parole de l'extrême-droite au gouvernement, les escadrons de la mort sont composés d'officiers de l'armée. La recrudescence de leurs activités n'est pas étrangère aux divisions qui affectent le haut commandement militaire.

La profondeur de la crise politique est attestée par la démission du président du Conseil central chargé de préparer les élections de mars 1984, et par la paralysie de l'Assemblée constituante chargée de rédiger une nouvelle Constitution. En septembre, elle n'avait encore approuvé que 39 articles sur 210, alors qu'elle était censée avoir quasi terminé ses travaux. L'Assemblée bute sur la question brûlante de la distribution des terres et de la limitation de la propriété foncière. Les grands propriétaires fonciers et le président du Comité interpartis chargé de trouver un compromis ont en effet défini leurs principes en ces termes : « La propriété est une extension vivante de la personne humaine et qui est accordée par Dieu, notre devoir est de la conserver, de la protéger, et d'éviter à tout prix que des personnes étrangères, des délinquants ou des terroristes nous privent de ce droit si sacré. » La tension et les contradictions entre les

partisans de l'Alliance républicaine nationaliste (Arena) et les démocrates-chrétiens ont atteint un point extrême. Les bandes parallèles font peser des menaces de mort sur les députés jugés trop réformistes, en particulier les démocrates-chrétiens, qui ont proposé une limitation de la superficie des propriétés foncières jugée trop basse. Les grands propriétaires qui veulent bloquer tous les projets de redistribution des terres sont les pourvoyeurs de fonds des groupes paramilitaires. La crise politique est telle qu'un coup d'Etat est de moins en moins exclu.

Les conversations préliminaires entre Richard Stone et le FMLN-FDR montrent que, pour l'impérialisme, la perspective des négociations relève de la manœuvre et du bluff destinés à gagner la « bienveillance » du Congrès américain, à neutraliser l'opinion publique américaine et internationale, tout en réorganisant l'armée et en intensifiant les préparatifs militaires. Le FMLN a déjà fait savoir qu'il était exclu qu'il participe à des élections sans garanties : pour le Front, ces garanties passent par la formation d'un gouvernement de transition large et représentatif de toutes les forces, qui serait chargé de préparer les élections. Pas d'élections sous la dictature, telle est la position des révolutionnaires. C'est ce qui a bloqué les pourparlers avec Richard Stone et la Commission de paix du gouvernement salvadorien.

Cependant, le FMLN a repris l'offensive diplomatique et précisé ses perspectives, bien que les USA aient utilisé les négociations comme pomme de discorde, pour diviser les différents courants du Front, puisque la mort de deux des principaux dirigeants des Forces populaires de libération (FPL), les commandants Ana Maria et Marcial, semble avoir été liée à des divergences à propos de ces questions, comme en témoigne le dernier discours de Marcial quelques jours avant sa mort (9).

Le FMLN cherche à utiliser le dialogue comme instrument de politisation et de mobilisation ; proposition que les pourparlers continuent au Salvador même, que soit organisé un grand débat national répercuté non seulement au Salvador, mais aux Etats-Unis. Cela permettrait au Front de populariser ses positions et de sensibiliser l'opinion publique, en déjouant le piège de l'administration Reagan.

Le FMLN vient de faire connaître ses dernières propositions en septembre, dans un rapport du commandant Joaquin Villalobos, intitulé « Les 4 points pour lesquels lutte le FMLN » (10) :

1. L'établissement d'un nouvel ordre économique et social (...) qui utilise le potentiel du secteur privé (...) afin de ne pas affecter la capacité de l'économie nationale (et dans lequel) la réforme agraire et bancaire et la nationalisation du commerce extérieur devraient briser les grandes concentrations de capitaux.

2. L'établissement d'un gouvernement de large participation représentant toutes les forces politiques démocrati-

ques, y compris le FMLN-FDR (...) qui garantisse la liberté d'expression et d'organisation, le respect des droits de l'homme et la tenue d'élections véritablement libres avec la participation de tous.

3. Une nouvelle armée constituée sur la base de l'armée actuelle et des forces militaires du FMLN. Car, « *recomposer le pouvoir militaire en considérant qu'il existe deux armées est une nécessité fondamentale sans laquelle il est impossible d'avoir la paix. Le FMLN ne propose pas la destruction de l'armée, mais l'organisation d'un nouveau pouvoir militaire sur la base de l'armée actuelle et du FMLN* ».

4. Une politique extérieure indépendante et non alignée.

Il serait hasardeux d'émettre un jugement sur la portée de ces propositions. Entre leur énoncé et leur réalisation, il y a la réalité des rapports de forces et la dynamique de la lutte des classes.

La question la plus épineuse est évidemment celle de l'armée. Mais quelle serait la situation de l'armée salvadorienne face aux forces intactes du FMLN, sans l'aide américaine ? Les conseillers militaires yankees ne reconnaissent-ils pas eux-mêmes l'existence de divisions dans la hiérarchie militaire et de complicités à un haut niveau avec la guérilla ? Ces propositions n'ont-elles pas pour objectif de démoraliser officiers et soldats en levant l'hypothèque qui peut peser sur leur avenir ? Le FMLN a toujours donné une importance très grande à la démoralisation des militaires, à la nécessité de provoquer un « effondrement moral » pour remporter la victoire (11).

L'armée salvadorienne compte certes 25 000 hommes. Elle est portée à bout de bras par l'impérialisme, et pourtant elle est tenue en échec par 7 000 guérilleros. Les directions révolutionnaires d'Amérique centrale ont maintenant des années de lutte derrière elles et l'expérience de deux révolutions victorieuses : la révolution cubaine et la révolution nicaraguayenne, qui ont utilisé le terrain diplomatique avec un certain succès. Elles mènent un combat qui représente un défi colossal à la puissance impérialiste la plus forte du monde. Les manœuvres diplomatiques ne sont certes qu'un accessoire de la lutte armée, mais leur rôle peut être décisif pour stimuler le soutien populaire du peuple américain qui occupe une place stratégique pour la révolution centro-américaine.

LES VÉRITABLES ENJEUX

Pour l'impérialisme, les négociations sont une bataille politique pour gagner l'opinion publique américaine et la mettre en condition d'accepter l'intervention.

Pour le FSLN et le FMLN, la diplomatie est une tribune destinée à impulser la solidarité internationale. Les enjeux de cette bataille se concentrent sur deux questions clés :

1. L'impérialisme exerce les pressions maximales pour amener la direction

sandiniste à abandonner le Salvador en échange d'un sursis de paix pour le Nicaragua. Mais il ne fait aucun doute que l'étranglement de la révolution salvadorienne ne serait que le prélude à l'étouffement de la révolution nicaraguayenne elle-même. La contre-proposition visant à renvoyer la balle dans le camp impérialiste ne peut être que l'arrêt de toute intervention étrangère, ce qui signifie le retrait des troupes, des bases, des conseillers US en premier lieu, à charge pour l'impérialisme de refuser et de faire ainsi une nouvelle fois la démonstration que les dictatures en place n'existeraient pas sans lui.

2. La deuxième question est celle de l'utilisation de la « démocratie » et des élections de façon parallèle au Nicaragua et au Salvador. Sur cela non plus, il ne peut y avoir d'équivoque. Le Salvador est en état de guerre. Les élections ne peuvent avoir lieu sous les bombes et les assassinats des bandes parallèles. Il faut des garanties. C'est pourquoi le FMLN propose un gouvernement multipartite, provisoire, pour organiser le processus électoral et en garantir le caractère démocratique. Un tel gouvernement consacrerait l'illégitimité de la dictature et la légitimité du combat des forces révolutionnaires. Il serait une défaite pour l'oligarchie et aurait, comme l'a dit Ungo, président du FDR, les moyens de ramener les paramilitaires à la raison, dès lors que les forces du FMLN seraient maintenues.

Par contre, au Nicaragua, la question des élections se pose en d'autres termes. La dictature a été renversée par une insurrection populaire. Sous Somoza, l'impérialisme, qui se fait aujourd'hui le champion des élections, n'avait pas de tels soucis.

Le FSLN s'est déjà engagé à tenir des élections en 1985. Il a garanti le pluralisme politique avec la Loi sur les partis. En distribuant les armes au peuple, il donne un gage de démocratie qu'aucune des dictatures d'Amérique centrale soutenue par les USA n'est en mesure de donner. Le renvoi *sine die* des élections à Grenade est là pour montrer ce que valent les promesses démocratiques de l'impérialisme. Les pressions exercées sur le FSLN pour qu'il avance à 1984 les élections prévues pour 1985 ont d'abord un but : justifier les préparatifs d'invasion.

C'est pourquoi le soutien sans faille à la révolution en Amérique centrale est une tâche prioritaire pour donner un coup d'arrêt aux « va-t'en-guerre » de l'administration Reagan, pour renforcer la lutte contre la remilitarisation, pour battre en brèche le paravent démocratique derrière lequel se cachent, en Europe occidentale, tous ceux qui ont rallié l'impérialisme dans sa croisade anticomuniste. ■

Jeannette HABEL,
15 novembre 1983.

9. Voir la revue *Quatrième internationale*, numéro 12, à paraître.

10. *Ibid.*

11. Villalobos : article paru dans *Cuadernos Políticos*, numéro du premier trimestre (janvier-mars) 1983.

Solidarność

Solidarité, deux ans après l'instauration de l'état de guerre

DEUX ans ont passé depuis le coup de force de Jaruzelski, le 13 décembre 1981. Deux ans durant lesquels la bureaucratie polonaise, s'appuyant sur une junte militaire, aura tout mis en œuvre pour tenter d'imposer sa loi. Deux ans mis à profit par les militants de Solidarité pour développer un mouvement massif de résistance et pour réorganiser le syndicat dans les entreprises sur des bases clandestines.

Les protestations qui se sont développées récemment dans les usines contre la hausse des prix décrétée pour la fin de cette année et la peur des autorités qui se sont empressées de démettre de leurs fonctions les « responsables » (deux vice-ministres du Commerce intérieur), témoignent à elles seules du degré d'instabilité qui caractérise la situation sociale et politique en Pologne. Dans cette situation, la lutte actuelle contre la hausse des prix et pour l'échelle mobile des salaires — revendication qui faisait déjà partie de l'accord en 21 points conclu à Gdansk en août 1980 — à laquelle a appelé la Commission provisoire

de coordination (TKK, direction clandestine de Solidarité), prend un caractère décisif, ainsi que la lutte pour l'amnistie générale et inconditionnelle. De même, aujourd'hui, la lutte engagée dans et hors des prisons pour la reconnaissance d'un statut du prisonnier politique est aussi une lutte-test face au pouvoir, une lutte-test pour de nombreux militants et sympathisants du syndicat clandestin qui redoutent, à juste titre, la menace de longues années d'emprisonnement dans les conditions carcérales actuelles. La solidarité internationale des travailleurs avec les syndicalistes emprisonnés est donc décisive pour faire pression sur les autorités polonaises, pour assurer les dirigeants de Solidarité et du KOR victimes de la répression, qu'ils sont à leur côté. Les dirigeants de Solidarité ont, quant à eux, affirmé à haute voix leur solidarité avec les travailleurs chiliens en lutte contre la dictature dans leur pays, donnant en cela une leçon d'internationalisme. ■

Jacqueline ALLIO

Ainsi donc, si la contre-révolution politique a porté un coup sévère au mouvement de masse, elle est loin d'avoir entraîné sa défaite généralisée. Depuis le 13 décembre 1981 on a, au contraire, assisté au développement d'une « société clandestine » dont la colonne vertébrale est constituée par les structures clandestines de Solidarité dans les entreprises clés du pays, ces mêmes bastions qui avaient été à l'origine des grèves d'août 1980.

« NORMALISATION » ET « RÉFORME » ONT FAIT FAILLITE

Aux yeux de l'opinion internationale, la bureaucratie a certes marqué des points en suspendant puis en levant l'état de guerre et en proclamant une amnistie qui a libéré une grande partie des prisonniers politiques encore détenus dans les geôles polonaises en juillet 1983, mais tant le développement du mouvement de masse clandestin que la crise d'ensemble de la bureaucratie ont mis en échec la politique de « normalisation » dont se targuaient Jaruzelski et sa clique au moment du coup de force.

Dans l'agriculture, le pouvoir s'est montré incapable de livrer aux paysans les machines, les engrais, le fourrage indispensables pour permettre aux exploitations de tourner. Aussi, les agriculteurs ont-ils exprimé leur mécontentement par de fréquents refus de livrer leur produc-

tion à l'Etat, à l'instar de ceux de la région de Bieszczady (voir encadré). L'aggravation de la situation dans les campagnes se traduit aujourd'hui par de nouvelles mesures de rationnement sur le plan alimentaire, après une période d'apparente amélioration.

La réforme économique, dont les grandes lignes avaient été définies à l'automne 1981, s'est avérée être un fiasco complet, de l'avis même des spécialistes officiels. L'objectif visant à doter les entreprises d'une plus grande autonomie liée à l'extension des mécanismes de marché — déjà totalement utopique dans l'état de crise où se trouvait l'économie polonaise — s'est, en outre, heurté de front aux mesures autoritaires prises par la Junte pour tenter d'assurer son contrôle dans tous les domaines. La militarisation des principales entreprises, les priorités décrétées de manière bureaucratique touchant près de la moitié de la production industrielle, la fixation des prix concernant la plupart des biens et des services par les instances centrales du pouvoir, le frein brutal mis aux importations de céréales et de technologie pour tenter de réduire la dette extérieure vis-à-vis de l'Ouest, ont été autant de facteurs contribuant à accroître la gabegie existante dans l'industrie polonaise plutôt qu'à la réduire.

En particulier, la dictature bureaucratique s'est vue incapable de diminuer le taux de mobilité de l'emploi et de mettre au pas les travailleurs dans la production, en dépit des lois introduites qui

limitent le droit de changer d'emploi dans certains secteurs. Et ses efforts pour diviser la classe ouvrière en usant de l'arme des privilèges et des différenciations salariales n'ont rencontré que des succès tout à fait limités.

Sur le plan social, la mise en place des « nouveaux syndicats » s'est traduite par un fiasco particulièrement flagrant. Dans les grandes entreprises de plusieurs milliers, voire de dizaines de milliers de travailleurs, ils sont rarement parvenus à rassembler plus de quelques centaines de membres, le mot d'ordre de boycott lancé par la direction clandestine de Solidarité ayant été largement suivi. Quant au Mouvement patriotique de renaissance nationale, le PRON, censé rassembler les larges masses, il est très vite apparu pour ce qu'il était : une structure purement fictive aux mains de la bureaucratie.

Pour l'essentiel, seul l'usage de la force et de la répression directe et brutale aura permis à la bureaucratie de marquer des points réels contre le mouvement de résistance, avec l'emprisonnement et la condamnation de nombreux dirigeants de Solidarité.

LA RECONSTRUCTION DE SOLIDARITÉ DANS LA CLANDESTINITÉ

Après la période d'hésitations et de tâtonnements qui a immédiatement suivi le 13 décembre, les masses se sont engagées dans la reconstruction du syndicat

dans les entreprises et dans des activités de résistance donnant naissance à une « société clandestine ». Au-delà des ambiguïtés que pouvait impliquer une telle notion — notamment des illusions sur le développement d'une société alternative évitant de poser la question de la confrontation avec le pouvoir — l'expérience a montré qu'il s'agissait d'une idée-force dans la mesure où elle permettait de rassembler dans l'action de larges couches sociales autour d'activités diverses — presse, édition, radio, universités clandestines —, pour autant qu'elle s'appuyait sur l'existence de structures syndicales clandestines véritablement ancrées dans les entreprises.

La campagne pour le boycott des nouveaux syndicats, l'aide aux familles des syndicalistes emprisonnés, les luttes partielles pour la défense des intérêts immédiats des travailleurs se sont révélées d'autant plus efficaces qu'on avait affaire à un syndicat clandestin qui se développait avec une presse et des activités régulières, et dont le niveau de coordination à l'échelle locale et régionale était plus élevé.

Une décision prise dans plusieurs régions au début de 1983 a grandement contribué à asseoir la crédibilité du syndicat clandestin : c'est celle de la reprise en charge des tâches statutaires adoptées lors du 1er congrès de Solidarité, en été 1981. Elles consistent, entre autres, dans l'assistance matérielle aux membres, sous forme de versements en cas de naissance ou de décès et la mise à disposition de lieux de vacances pour les enfants des ouvriers et leurs familles, grâce à des échanges avec des paysans qui soutiennent la cause du mouvement de résistance.

De ce point de vue, l'exemple donné par la région de Lublin (voir pages suivantes) est relativement avancé. Toutes les régions sont loin d'être parvenues à ce degré d'organisation, de même que seule la région de Wrocław a mené jusqu'ici une action de grève coordonnée à l'échelle régionale, comme celle du printemps 1983 (1). Dans le même sens, la capacité des ouvriers de Nowa Huta à inventer de nouvelles formes collectives d'autodéfense (voir le document sur leurs affrontements avec la milice lors des manifestations du 31 août dernier dans ce même numéro) apparaît encore assez exceptionnelle.

Mais il importe de souligner que ces problèmes font l'objet de discussions dans la plupart des régions et que les ouvriers se montrent avides d'informations et prêts à assimiler les expériences faites ailleurs dans le pays, dans d'autres régions. Les exemples de grèves dont nous rendons compte ci-après montrent d'ailleurs que les cas de luttes sur des problèmes économiques sont multiples et que les travailleurs polonais n'hésitent pas à affronter les bureaucrates, malgré la répression. De tels conflits sont d'autant plus susceptibles de s'étendre que le mécontentement croît face à la hausse des prix combinée aux mesures de rationnement, et que la milice joue plus durement de la matraque lors des manifestations, comme ce fut le



Manifestation de Solidarité, le 17 avril 1983, à Varsovie. (DR)

cas le 11 novembre dernier dans plusieurs villes du pays.

UN ENGAGEMENT DIFFICILE

Cette évolution positive du mouvement ne saurait toutefois occulter l'inégalité des situations selon les entreprises et les régions ni le découragement qui s'exprime souvent dans les articles de la presse clandestine, où des militants ouvriers rendent compte des difficultés qu'ils rencontrent pour faire progresser l'organisation du syndicat dans leur usine. Se heurtant quotidiennement au matraquage idéologique de la bureaucratie, à ses menaces et à son chantage, ils insistent sur la difficulté qui, pour chacun, implique le risque permanent de perdre son emploi, si ce n'est sa liberté.

Un ouvrier d'un quartier industriel de Varsovie relate, par exemple, les réticences des travailleurs de son secteur à assumer la distribution de la presse clandestine ainsi que la récolte régulière des cotisations dans les ateliers, de peur d'être découverts par la direction (2). Or, sans argent, le versement des allocations statutaires, pas plus que l'aide aux familles des travailleurs réprimés, ne sont possibles. A terme, c'est donc la crédibilité du syndicat clandestin, voire son existence, qui peuvent se trouver mises en cause.

Dans un tel contexte, les tentations de chercher des solutions de repli sont grandes. On comprend que, face aux difficultés rencontrées pour faire fonctionner régulièrement les structures d'entreprise dans certaines régions — et d'autant plus les coordinations inter-entreprises — d'aucuns soient tentés par l'établissement de liens sur la base d'affinités politiques. Mais ce que le mouvement y gagnerait peut-être en clarification au sein de l'avant-garde, il le perdrait sans aucun doute sur le terrain qui, jusqu'ici, a fait sa force principale durant sa période de légalité comme depuis le 13 décembre 1981 : son unité dans la diversité.

L'IMPORTANCE D'UNE RÉPONSE STRATÉGIQUE

Une fois de plus, le problème central qui se trouve posé, c'est celui de la direction et de sa capacité à dépasser la crise plus ou moins permanente qui l'a traversée depuis décembre 1981, à mettre fin aux balancements qui ont fait alterner des

décisions inconsidérées — comme l'appel à la grève générale en novembre 1982 —, et la persistance des illusions sur la possibilité d'entente avec le pouvoir. La déclaration programmatique de la TKK, publiée en janvier 1983, représentait un premier pas pour armer le mouvement d'un programme d'action à court et à moyen terme et constituait un progrès important pour dépasser la crise de stratégie qui traversait le mouvement. Exprimer pour la première fois la décision de renoncer à toute recherche de « réconciliation nationale », elle reconnaissait la nécessité de renverser le régime bureaucratique et de faire de la préparation à la grève générale l'un des axes essentiels de l'activité de Solidarité. Toutefois, pour des raisons tenant aux réticences de certains membres de la TKK face aux éléments les plus significatifs de ce programme, la direction nationale n'a pas été à même de proposer des formes d'action préparant l'ensemble du mouvement à prendre l'offensive vis-à-vis de la bureaucratie.

Certaines directions régionales, plus avancées dans leur compréhension des tâches du mouvement, indiquent pourtant la voie à suivre. Ce sont en général des directions organiquement liées aux bastions ouvriers et s'appuyant sur une solide coordination des entreprises de leur région. Celle de Wrocław, par exemple, a commencé à élaborer un programme d'action combinant la nécessité de mener des actions immédiates, comme les grèves partielles sur des questions économiques, à la perspective d'une grève générale posant le problème de l'affrontement des travailleurs avec le pouvoir — ce qui implique de s'y préparer et de mettre en place des formes d'autodéfense — et devant aboutir à la prise de contrôle de l'ensemble de l'économie.

Ainsi, de la capacité du mouvement clandestin et de sa direction nationale d'assimiler les leçons découlant des expériences partielles de telle ou telle région, dépendra la capacité de Solidarité de faire face aux tâches historiques qui sont les siennes.

Jacqueline ALLIO,
18 novembre 1983.

1. Voir *Inprecor* numéro 149 du 9 mai 1983, et *Critique communiste* numéro 20 de juin 1983.

2. Lettre parue dans le numéro 25 de *Wola*, bulletin publié à Varsovie.

"Nous avons misé sur les Commissions d'entreprises..."

ENTRETIEN AVEC DEUX DIRIGEANTS DE SOLIDARITÉ DE LA RÉGION DE LUBLIN

— Vous utilisez des pseudonymes. Comment se fait-il que, dans votre région, ce soient des militants menant une double vie et non des militants qui vivent cachés, qui aient pris la tête du syndicat après le 13 décembre 1981 ?

Jozef AWRAMCZYK, président de la Commission régionale de coordination (RKK) auprès de la Direction régionale provisoire de la région centre-est (Lublin) de Solidarité : — C'est ainsi que cela s'est passé dès les premières semaines de l'état de guerre, sans doute parce que parmi ceux qui sont alors restés en liberté, il n'y avait ni le président de la région ni aucun des vice-présidents. Tous avaient été internés. Aucun de ceux qui sont restés ne jouissait d'une position analogue à celle de Frasyński à Wrocław ou de Bukaj à Varsovie.

Cela ne veut pas dire que la situation qui s'est créée, un peu malgré nous, nous déplaît. Il nous semble que des gens travaillant dans les entreprises, et qui ont donc un contact quotidien avec leurs camarades, sont mieux à même de juger la situation et de connaître l'atmosphère dans les entreprises que des dirigeants clandestins qui ne maintiennent le contact avec les travailleurs qu'à travers des intermédiaires. Aussi bien mon camarade que moi-même nous sommes des travailleurs comme les autres, nous commençons le boulot à six heures dans nos entreprises. C'est peut-être la raison pour laquelle, dans la région, nous sommes si sensibles aux problèmes quotidiens des travailleurs.

— Est-ce que cela signifie qu'on peut parler de quelque chose d'analogue à la « ligne des usines » élaborée par Frasyński en Basse-Silésie ? (1)

J.A. : — Nous n'utilisons pas ce terme, bien qu'à notre avis, les commissions syndicales d'entreprise soient effectivement la colonne vertébrale de l'organisation syndicale. Sans elles, on ne peut tout simplement pas parler de syndicat. Sans elles, Solidarité n'existerait pas. Quand il n'y a pas de commissions d'entreprise, on peut parler d'un mouvement de résistance, peut-être d'une opposition politique, mais pas de syndicat. Ce qui détermine la force du syndicat dans une région, c'est la force et le nombre des commissions d'entreprise et non le tirage des journaux, les tracts, les émissions de Radio Solidarité ou les manifestations... Je ne dis pas que toutes ces formes d'action soient inutiles, non, mais elles sont secondaires par rap-

port à l'existence et à l'action des commissions d'entreprise. Sans ces dernières, Solidarité clandestin n'aurait pas d'avenir.

Piotr KARSKI, président d'une commission d'entreprise d'une grande usine de la région de Lublin : — A l'automne de l'année dernière, on pouvait observer un manque d'intérêt des gens dans les entreprises pour des actions comme les manifestations. Elles étaient sans arrêt propulsées par la direction du syndicat, elles conduisaient à des pertes importantes — il y avait des morts, des blessés, des arrestations —, et les seuls effets obtenus se limitaient à un effet de propagande. Ce n'est pas ce qu'il fallait. Les gens sont prêts à lutter pour leurs droits, même au risque de leur vie, mais ils doivent avoir une perspective de victoire, même lointaine. La raison d'une certaine lassitude des gens à l'automne de l'année dernière, c'était le fait que les manifestations du type « varsovien » propagées par la direction du syndicat ne pouvaient être organisées partout. Une petite ville ou un village ne conviennent pas du tout pour de telles actions. Par exemple, lorsque nous avons organisé une manifestation dans l'une des villes de la région (où il y a une entreprise employant 10 000 personnes), la police appelait les gens par leur nom au haut-parleur, pour qu'ils se dispersent : « Piotrowski, à la maison ! », « Kowalski, qu'est-ce que vous foutez-là ! », etc.

— Revenons aux commissions d'entreprise. Vous avez dit que c'est le fondement de l'activité syndicale. Alors, combien y en a-t-il de regroupées dans votre structure ?

J.A. : — La Commission régionale de coordination représente 274 commissions d'entreprise...

— C'est beaucoup. Est-ce que cela signifie que vous agissez dans toutes les entreprises de la région ?

P.K. : — Bien sûr que non. Le 13 décembre 1981, il y avait plus de mille commissions d'entreprise. Aujourd'hui, nos commissions existent et agissent dans toutes les grandes entreprises de la région, et aussi dans de nombreuses petites entreprises, mais pas dans toutes. De plus, à notre avis, le travail de nombreuses commissions d'entreprise n'est pas à la hauteur. Par ailleurs, il y a parfois des cas où nous connaissons l'existence d'une commission d'entreprise, mais où nous n'arrivons pas à entrer en contact avec elle, où nous

cherchons le contact. Les membres du syndicat...

— ... Justement, vous parlez souvent dans vos discussions de « membres du syndicat ». De qui s'agit-il ? Peut-on parler aujourd'hui de membres du syndicat ? Ne faudrait-il pas plutôt parler de sympathisants d'une part, et de militants de l'autre ?

J.A. : — Je pense qu'en ce qui concerne notre région, il faut justement parler de membres. Dans une résolution adoptée au début de l'année 1983, nous avons défini deux conditions pour être membre du syndicat : il faut être un travailleur payant régulièrement les cotisations et prendre une part active au travail syndical. On cesse d'être membre si on ne paye plus les cotisations ou si on adhère à un autre syndicat (cela est spécifié dans le statut de Solidarité, Ndlr.). Etant donné que nous prenons des engagements, y compris financiers vis-à-vis de nos membres (ceux-ci concernent, par exemple, le versement d'aides diverses aux membres du syndicat qui en ont besoin ; de telles aides sont présentes dans les statuts mêmes de Solidarité et sont nommées couramment « aides statutaires », Ndlr.), nous considérons que c'est une manière claire et honnête de poser le problème.

— Pouvez-vous donner une idée du nombre de ceux qui payent régulièrement les cotisations ?

J.A. : — Nous ne pouvons citer le nombre mais, en gros, dans les grandes entreprises, cela varie entre 10 et 50 % d'anciens membres. Dans les petites entreprises, il y en a parfois bien moins, mais il y a également des cas où 100 % d'anciens membres cotisent régulièrement !

P.K. : — Dans les entreprises, le nombre de cotisants a largement augmenté depuis que nous menons une activité sociale régulière. Avant, il y avait des sommes importantes, mais à destination précise : dons pour aider les victimes de la répression, soutien à la presse, etc. Quand nous avons commencé une activité sociale, les gens ont pris conscience de ce à quoi servait leur argent. Ils ont vu que tel camarade qui avait un enfant avait reçu une aide. Ils ont compris que Solidarité ce n'était pas seulement ceux qui sont réprimés, licenciés, internés, mais que c'était eux-mêmes. Grâce à cela, les gens ont repris l'activité, les commissions d'entreprise se sont renforcées. Je voudrais souligner ce que disait Jozef : nous avons misé sur des commissions d'entreprise fortes. Le travail syndical, c'est avant tout l'existence et l'action des commissions syndicales dans les entreprises, parmi les travailleurs, et non l'existence de centrales ou de directions. Ce sont les commissions d'entreprise qui déterminent la

1. Voir à ce sujet dans la revue *Quatrième Internationale* numéro 11, de juin-juillet-août 1983, l'article de Zbigniew M. Kowalewski, intitulé « La ligne des usines ».

force du syndicat, ce sont elles qui justifient l'existence de centrales, de directions, etc. ; sans elles tous ces organes ne seraient qu'un mot creux, ne représenteraient qu'eux-mêmes, c'est-à-dire vraiment pas grand-chose.

— Vous dites « commissions fortes », « activité dans les entreprises » ... Que signifient ces termes ?

P.K. : — Je peux parler de certains aspects du travail des commissions d'entreprise. Je vais prendre l'exemple de celle que je représente. Mais je dois vous prévenir : je ne dirai pas tout. Il y a des aspects du travail, certaines formes, dont on ne parle jamais dans la presse, et il faut qu'il en soit ainsi.

Le secteur social, c'est un secteur très important. Dans notre région, nous y apportons une attention particulière. Depuis le 1er janvier de cette année, nous avons introduit le paiement systématique des aides statutaires à l'échelle de la région. Certaines commissions d'entreprise ont même introduit de nouvelles aides, non prévues dans les statuts. Nous avons conservé les mêmes critères de paiement qu'avant décembre 1981 et, pour le moment, les mêmes montants. Il faut souligner qu'aujourd'hui cette activité sociale est devenue bien plus nécessaire qu'avant décembre 1981, et qu'il est possible de la mener. Il suffit de trouver des gens qui aiment bien faire un tel travail et qui sont capables de voir les besoins des travailleurs dans les entreprises. Il y a autant de formes de travail social que de besoins des travailleurs.

Le second grand secteur, c'est l'aide. Elle touche non seulement ceux qui cotisent mais, dans la mesure de nos capacités, tous ceux qui en ont besoin, avant tout, cependant, ceux qui sont réprimés à cause de leur activité syndicale. C'est un groupe assez nombreux. Malheureusement, il y a des gens qui ne sont pas conscients que la protection des réprimés et de leurs familles est un des premiers devoirs du syndicat, défini dans les statuts. Il s'agit de nos camarades injustement réprimés à cause de leurs activités syndicales. A chaque moment, nous pouvons nous trouver dans la même situation. De notre capacité à les aider efficacement dépend leur avenir, mais aussi l'avenir du syndicat. Cela conditionne notre capacité à trouver d'ici un an ou deux des gens nouveaux pour travailler dans les imprimeries, le réseau de diffusion, etc. Chacun doit avoir l'assurance que s'il est licencié ou emprisonné à cause de son activité, le syndicat s'occupera de lui, l'aidera et aidera sa famille, lui fournira les moyens de survivre durant les premiers mois, l'aidera à trouver un travail ...

J.A. : — Nous avons connu dans notre région une situation critique, lorsqu'en mai de l'année dernière, plus de 300 personnes ont été licenciées de la fabrique d'hélicoptères WSK de Swidnik à la suite d'une grève. De notre capacité à leur assurer une aide dépendait la confiance des travailleurs en leur commission d'en-

treprise, leur confiance en Solidarité dans son ensemble. Et il s'agissait de sommes importantes. Grâce aux sacrifices des travailleurs de WSK, à ceux de toute la région et d'ailleurs, nous avons pu surmonter cette crise.

P.K. : — L'information et la propagande, c'est en quelque sorte la façon pour nos structures de s'adresser à l'extérieur, aux membres de base dans les entreprises et à tous les travailleurs, dans la rue. Dans le cadre de notre politique qui consiste à privilégier avant tout les commissions d'entreprise, nous voudrions parvenir à une situation où la majorité des grandes entreprises et des milieux professionnels aient leurs propres journaux d'information. Des journaux à tirage limité, mais parlant des problèmes concrets des gens auxquels ils s'adressent. Pour le moment, de tels journaux existent dans cer-



Manifestation de Solidarité

Quelques exemples

● Dans le département W-4 de la fabrique de lampes électroniques « Rosa Luxembourg », à Varsovie, le 10 juillet dernier, les travailleuses ont refusé leur paye et ont interrompu le travail. Elles n'en pouvaient tout simplement plus. Le salaire moyen dans ce département tourne autour de 7 000 à 8 000 zlotys (le salaire officiel mensuel moyen est d'environ 13 000 zlotys ; un kilo de pain coûte de 16 à 26 zlotys, un kilo de viande coûte de 250 à 300 zlotys environ, au 31 décembre 1982, Ndr.). Que peut-on acheter avec ça aujourd'hui ? Le directeur général est venu dans le département. Durant la discussion, il a promis une augmentation de 500 zlotys. Les travailleuses de W-4 considèrent, quant à elles, qu'elles devraient recevoir une augmentation d'au moins 2 000 zlotys. Seule cette somme pourrait les aider, alors que leur salaire actuel leur permet à peine de végéter. Un conflit similaire avait déjà eu lieu le 10 mai. Cela s'était terminé par des promesses et une petite augmentation de 300 zlotys, censée compenser les pertes sur le salaire aux pièces résultant de défauts dans les produits semi-finis qui leur sont fournis pour travailler.

● A l'usine Hutmen à Wrocław, les travailleurs du département W-3 ont arrêté le travail dans la nuit du 14 au 15 juillet. La cause immédiate de la grève résidait dans les conditions d'hygiène et de sécurité insupportables. Depuis un certain temps, la chaîne de décapage était en panne, les vapeurs acides envahissaient tout le bâtiment. La direction n'avait rien fait pour la réparer. La grève a duré toute la nuit. Le matin, la première équipe s'est mise en grève, en solidarité avec l'équipe précédente. Un miracle s'est alors produit : en quelques heures, la panne fut réparée.

● Dans l'entreprise de réparation de matériel ferroviaire ZNTK à Ostrow Wielkopolski, les 18 juillet et 18 août, il y a eu des grèves dans deux départements contre la baisse des salaires. Durant les négociations avec l'ensemble du personnel (comme les grévistes l'avaient exigé), la direction s'est engagée à modifier les normes. Personne n'a encore été réprimé.

● A Bielsko-Biala, dans l'usine FSM (Polski Fiat), les travailleurs de la forge de Skoczow (fabrique numéro 5 de la FSM) ont arrêté le travail durant la première équipe, le 4 août, pour protester contre les sanctions salariales prises envers ceux qui n'avaient pas travaillé le samedi libre du 30 juillet. A la suite de la grève, la direction a annulé les sanctions, tout en créant une commission censée enquêter sur les causes de la « tentative de grève ».

● Dans la fabrique de métaux légers Kety, les travailleurs des presses ont refusé de travailler les samedis libres, ce que la direction avait voulu imposer en juin. Personne ne s'est présenté à l'usine durant plusieurs samedis consécutifs, en dépit du fait que la direction ait infligé à tous un avertissement avec inscription dans les actes, et qu'elle ait supprimé la prime. Au bout de quelques semaines, la direction a annulé les sanctions et annoncé que le travail du samedi était volontaire. Les travailleurs du même atelier ont interrompu le travail le 12 août, après avoir reçu une paye de plusieurs milliers de zlotys plus faible qu'auparavant. Ils se sont rendus au bâtiment de la direction. On ne les a pas reçus, l'explication étant que le directeur ne pouvait recevoir qu'une délégation de cinq personnes au maximum. Les travailleurs ont arrêté les machines. Deux heures après, le directeur s'est présenté en expliquant « qu'il faudrait travailler trois ans pour sortir de la crise ».



pour commémorer les accords de Gdansk. (DR)

taines villes de la région — Pulawy, Swidnik et Krasnik —, et, à Lublin même, la commission d'entreprise de l'usine de camionnettes FSC, ainsi que les instituteurs, publient leur journal. Mais tout cela, c'est encore peu, trop peu ...

J.A. : — Le travail de propagande d'une commission d'entreprise, c'est aussi le colportage de la presse régionale et de celle que nous recevons d'ailleurs, le colportage des livres, la diffusion de tracts, les affichages dans et hors de l'entreprise, les inscriptions, mais aussi Radio Solidarité — la commission d'entreprise de la fabrique d'hélicoptères de Swidnik émet son propre programme — et de nombreuses autres formes d'action.

Les actions de protestation, les actions à l'occasion de journées nationales ou syndicales ont également un effet de propagande.

de grèves récentes

● A l'usine d'automobiles FSO (Polski) de Varsovie, la première équipe des travailleurs de l'atelier de soudage (plus de 300 personnes) a déposé une demande de mutation dont le motif invoqué par tous était : « Les salaires n'ont aucun rapport avec l'effort fourni. » Le 12 août, la fabrique numéro 2 (salaire moyen autour de 7 000 zlotys) s'est mise en grève pour protester contre la suppression de la paye des samedis. La première équipe a arrêté le travail durant quatre heures, la seconde durant une heure et demie. Pendant la grève de la première équipe, le directeur Pietrzak est venu, essayant de stopper la grève par la menace de la dissolution de l'entreprise. Le 15 août, trois personnes ont été convoquées pour un interrogatoire, dont l'ex-membre de la direction de Solidarité de l'entreprise, Cala. Deux jours après, lors d'une nouvelle « discussion » entre la direction et les travailleurs, le même Cala, prétendant au nom des travailleurs, a proposé de rattraper les pertes de production causées par la grève en travaillant un samedi. En « contre-partie », le directeur Pietrzak a promis d'augmenter les salaires de tous jusqu'à 15 000 zlotys. La date de réalisation de cette promesse n'a pas été communiquée.

Traduit d'*Inprekor* polonais
numéro 12, octobre 1983.

LES PAYSANS AUSSI

Depuis début juillet, une grève paysanne se poursuit dans les montagnes de Bieszczady. Les paysans des villages allant d'Ustrzyki Dolne à Ustrzyki Górne et à Wotlina ne livrent plus leur lait. La grève a commencé le 3 juillet dans les villages de Dolzycza, Baligrod et Komancza. Divisée en cinq étapes, elle a duré jusqu'au 8 août. La

grève avait un caractère tournant : tous les jours elle était prise en charge par deux nouveaux villages. 80 % des paysans ont pris part à la grève. Les motifs essentiels de cette action étaient :

— le bas prix du lait à l'achat (selon le nouveau système de prix, le lait est moins cher que l'eau minérale) ;

— l'augmentation des prix des machines agricoles, des outils, des engrais et des services publics (le prix du tracteur Ursus C-350 est passé, en juillet, de 340 000 zlotys à 470 000 zlotys, et le prix d'une moissonneuse a été augmenté de 25 000 zlotys) ;

— l'intégration à la base de calcul de l'impôt foncier de l'assurance pour la terre et ses produits.

Les paysans exigent par ailleurs la classification du lait en cinq catégories de qualité, avec une différence de 9 zlotys au litre entre la première et la cinquième catégorie. Le 8 août vers 11 heures, le vice-ministre de l'Agriculture est arrivé à Ustrzyki Dolne. Il était censé négocier avec les paysans en grève. Cependant, il n'y a pas eu de discussions, car les autorités, voyant arriver les paysans, se sont enfermées dans la mairie. Les détachements de la milice, présents dans le village depuis le matin, ont fait leur apparition près de la mairie, encerclant les paysans. Après quelques heures, ces derniers se sont dispersés, en annonçant une nouvelle grève pour le 14 août, en deux étapes : les villages situés entre Ustrzyki Dolne et Czarna ne livreraient pas de lait entre le 14 et le 16 août, et les villages situés entre Polana et Ustrzyki Górne prendraient le relai entre le 17 et le 19 août. ■

Robotnik numéro 26,
Varsovie, 12 septembre 1983.

(*) La traduction ci-dessus est due au bulletin du Comité de coordination du syndicat Solidarnosc en France, *Robotnik 83* numéro 10, du 15 novembre 1983.

P.K. : — Le dernier secteur dont nous voudrions parler, ce sont les finances. Dans notre région, la très grande majorité des ressources dont nous disposons provient des cotisations des membres. Seule une petite partie provient des dons de personnes privées ou d'institutions, de Pologne ou de l'étranger. Si Solidarité veut être un mouvement authentique et indépendant, il doit prendre appui sur les fonds recueillis par les cotisations. C'est un critère qui permet de vérifier à merveille l'activité d'une commission d'entreprise. L'aide de l'étranger nous est bien sûr utile, voire indispensable : sans elle, il n'y aurait ni matériel d'impression ni radio Solidarité, ni de nombreuses autres formes d'activité.

La majorité des cotisations reste dans les mains de la commission d'entreprise. Grâce à cet argent, on peut mener l'activité sociale, financer les activités de la commission, etc. Un certain pourcentage est transmis à la Région pour financer les structures centrales, les imprimeries, etc.

— Si la situation dans les commissions est celle que vous dites, quel est alors le rôle des structures centrales, la Direction régionale provisoire et la Commission régionale de coordination ?

J.A. : — Il reste encore beaucoup de travail. Dans nombre de commissions d'entreprise, la situation n'est pas aussi bonne que celle qu'a présentée le camarade. Elles s'adressent à nous et notre rôle consiste à les conseiller, les aider. La Direction régionale doit également s'occuper de nombreux problèmes centraux, tels que la technique, l'édition des journaux régionaux — l'hebdomadaire *Informator* (*L'Informateur*) et *Miesiecznik* (*Le Mensuel*) de caractère théorico-programmatique —, l'organisation des manifestations centrales, des actions, etc.

P.K. : — Du point de vue des commissions d'entreprise, il est très important que la RKK soit un lieu de discussion pour les militants de diverses entreprises, un lieu où l'on puisse échanger des expériences, déterminer les directives communes pour l'action, mettre au point un programme qui nous soit commun ...

J.A. : — La question du programme ne se présente pas tout à fait comme Piotr l'a laissé entendre. Dans nos discussions, nous sommes arrivés à la conclusion que, pour le moment, cela ne servait à rien d'élaborer de nouveaux programmes. A notre avis, le programme reste le même que celui du 1er congrès de Solidarité, en 1981. Seules les conditions de sa réalisation ont changé. Tout ce que nous faisons, n'est rien d'autre que la conséquence de la conclusion à laquelle nous sommes parvenus sur la question du programme.

— Merci pour cet entretien et bonne chance ! ■

Traduit d'*Inprekor* polonais numéro 12,
octobre-novembre 1983.

Manifestations et combats de rue à Nowa Huta

ANOWA HUTA, quartier périphérique de Cracovie entourant l'immense complexe sidérurgique Lénine, qui emploie plus de 30 000 ouvriers, des affrontements très violents marquent chaque manifestation syndicale qui se produit. Ainsi, le 31 août dernier, c'est dans cette ville de Pologne que les manifestations ont été les plus nombreuses et les plus combatives. Fait nouveau, il semble que, pour la première fois, des groupes de travailleurs spécialement organisés et préparés pour la lutte, aient pris en main l'encadrement des manifestations. Nous publions ci-dessous des extraits de deux témoignages de participants à cette journée, qui utilisent respectivement les pseudonymes de « Cancer » et de « Mère ». Ces témoignages ont été publiés en totalité dans le bulletin du Comité de coordination du Syndicat Solidarnosc en France, *Robotnik 83*, numéro 10, de novembre 1983 (1).

« UNE UNITÉ DE COMBAT DES LANCEURS DE PIERRE ... »

CENTRE DE DOCUMENTATION DE SOLIDARITE DE CRACOVIE : — A partir de quel moment as-tu pris part à la manifestation ?

CANCER : — J'ai terminé mon travail à l'aciérie à deux heures et je suis sorti avec l'ensemble de mon équipe. Un cortège, fort de quelques milliers de personnes, s'est formé près de la sortie de l'usine. Le cortège marchait au milieu de la rue. D'autres personnes l'ont suivi sur les deux trottoirs.

Quand nous sommes parvenus à peu près à mi-chemin, à la hauteur du réservoir, ils ont lancé des gaz contre nous. Moi, je marchais en tête, juste après une très grande banderole qui atteignait les deux côtés de la rue, et sur laquelle était écrit « Solidarnosc ». Au début, en sortant de l'aciérie, beaucoup de gens nous attendaient déjà près de la porte, parce qu'ils savaient que quelque chose allait avoir lieu. (...)

Pendant l'accrochage dans le quartier Hutnicze, j'ai vu comment un groupe de ZOMO a été encerclé près d'un kiosque qui vendait des glaces. Ils étaient peut-être 30 ou 40. On a réussi à les couper des autres et ils n'ont pas pu riposter. Ils étaient tous groupés, le dos au kiosque, et une véritable pluie de pierres s'est abattue sur eux, venant de l'allée. Eux, ils n'ont pu ni l'empêcher ni entrer par là avec leurs voitures ou avec les camions-arroseurs, à cause des bus immobilisés. Les ZOMO étaient dans une situation si désespérée qu'ils ont commencé eux-mêmes à nous jeter les pierres qui tombaient sur eux de tous les côtés. A la fin, ils ont demandé pitié pour qu'on arrête les jets de pierre. Les gars jetaient des pierres très lourdes sur les ZOMO. C'étaient en réalité des morceaux de dalles de trottoir qu'ils avaient su habilement desceller avec deux crochets de fer. Ces crochets sont relativement petits et on peut les cacher facilement. On enfonce les crochets entre deux dalles de trottoir, on les tourne et on tire

vers le haut. Si on réussit à desceller une dalle, ensuite ça marche tout seul. J'ai vu à peu près vingt gars qui formaient quelque chose comme l'« unité de combat des lanceurs de pierres ». Ils avaient tous des lance-pierre, ils étaient tous groupés derrière les bus, portant des cagoules semblables à celles qu'on porte sous le casque à l'armée. Les cagoules étaient de toutes les couleurs, vertes, rouges, et couvraient entièrement le visage, ne laissant seulement que des trous pour les yeux et pour le nez. Les lance-pierre avaient été bricolés avec du fil de fer solide, et munis d'un large élastique et d'un morceau de cuir. Ils tiraient des billes de fer et ont réussi à faire pas mal de dégâts. (...) Là où on construit un hôpital, les gars ont fabriqué un barrage en utilisant des fûts de bitume pris sur le chantier de l'hôpital. Ils ont rangé les fûts le long de la route et ils les ont allumés. Les ZOMO n'ont pas pu passer par là à cause du bitume brûlant et ils se sont faits pas mal tabasser. (...)

— Avec quoi avez-vous construit les autres barricades ?

— Avec de grandes poubelles à roulettes, avec des dalles du trottoir et, avant, dans l'avenue Lénine, avec les deux bus que nous avions réussi à immobiliser. Quand ils nous ont vus, les conducteurs ont tout de suite fermé les portes et sont partis. L'un d'eux est sorti lui-même et a vidé l'air des pneus. Il a dit : « *Moi, je le ferai mieux que vous.* » Après, il s'est assis dans le bus et il a attendu. On a tout de suite écrit en grand Solidarnosc sur les bus. Les gars avaient des flacons de peinture. On avait aussi quelques bouteilles contenant de l'essence. Quelques-unes ont été jetées sur des voitures de la milice, près de l'église, dans la rue Cienista, mais je ne sais pas si elles ont réussi à brûler des voitures.

J'ai vu de très nombreuses personnes âgées, des grand-mères et des grand-pères. Ils attendaient sur les trottoirs quand nous avons traversé le quartier Szkolne, et ils nous ont applaudis en criant : « *Vive Solidarnosc !* » Il y avait même des vieil-

les femmes qui attendaient avec des seaux d'eau, des bols, des bouteilles de vinaigre et des compresses de gaze. Elles les distribuaient à ceux qui avaient mal aux yeux à cause du gaz.

Je pense que jamais auparavant on n'avait assisté à des émeutes aussi importantes. Cette fois-ci, tout le monde était préparé. Les gens avaient des moyens de se défendre : des masques, des lance-pierre, des bouteilles. C'était beaucoup plus fort que, par exemple, le 1er Mai. On a l'impression que les gens sont plus déterminés.

Centre de documentation de la Direction régionale du syndicat Solidarnosc de Cracovie.

« J'AI VU DES GARS UTILISER LA CARABINE QU'ILS AVAIENT RÉUSSI A PRENDRE AUX ZOMO »

BUREAU D'INFORMATION DE SOLIDARITE DE CRACOVIE : — Est-ce que vous pensez que les participants à la manifestation étaient préparés à cette confrontation ?

MERE : — J'ai l'impression que les jeunes, plutôt oui. Je les ai observés. Ils possédaient des pétards, probablement de leur propre fabrication, ou peut-être avaient-ils réussi à en piquer à l'armée, comme l'ont fait mes fils. Les jeunes ont essayé d'encourager les autres à passer à l'attaque. J'ai également vu que beaucoup de gens qui sortaient de leur travail à trois heures, ont quitté les bus ou les tramways et ont tenté de se joindre à la manifestation, quand ils ont vu ce qui était en train de se passer. (...)

Le jeune gars qui conduisait le bus (à la place du conducteur, Ndlr.) a roulé peut-être dix mètres, puis a fait demi-tour, a placé le bus parallèlement aux rails de tramway et, comme ça, il a bloqué le carrefour. C'est seulement à ce moment que les gars ont vidé l'air des pneus. De cette façon, ils ont réussi à bloquer le chemin qui menait à l'église. Ils ont tout de suite commencé à faire une barricade sur laquelle ils ont accroché une banderole « Solidarnosc vit et vaincra ».

Deux camions-citernes contenant de l'eau pour arroser les manifestants sont arrivés près de la barricade. Ils ont été tout de suite attaqués avec des bouteilles remplies d'essence et avec des pierres, à très petite distance, peut-être trois mètres. Ces camions ont été entièrement entourés par des manifestants et, à un certain moment, ils se sont arrêtés, complètement désorientés. Leurs pare-brises ont été entièrement barbouillés avec de la peinture, ou quelque chose du même genre, qu'on avait jeté sur eux avec des boyaux. Un de ces camions a commencé à brûler, mais il s'est éteint par la suite tout seul. Il avait une espèce de réservoir d'eau par en-dessous. Les gens étaient très près de ces camions-citernes. Ils pouvaient

1. *Robotnik 83*, c/o Fischer, 49 avenue de Stalingrad, appartement 218, 93170 Bagnolet.
Abonnement : 40 francs pour dix numéros, 80 francs pour vingt numéros.

presque les toucher. J'ai vu un garçon qui tenait un torchon enflammé au bout d'un bâton — le torchon brûlait parce qu'on l'avait arrosé d'essence ou de pétrole — et il a essayé d'introduire ce torchon brûlant sous le capot du camion. Je me trouvais assez près, et j'ai vu le visage des conducteurs de ce camion-citerne. Ils étaient visiblement très effrayés. A la fin, ils ont réussi à se tirer de là et ils sont partis. En fait, ils ont réussi à s'en sortir sans dégâts. (...)

Ailleurs, une partie des ZOMO s'est retirée vers une cour intérieure et sept d'entre eux sont restés sous un portail. Les gars se sont jetés sur eux, sous le portail, et c'est là que j'ai vu une bagarre au corps à corps, avec les poings. Une bousculade a eu lieu, les ZOMO n'avaient pas la possibilité d'utiliser leurs matraques ni leurs boucliers. Alors, ils ont tiré des projectiles à très petite distance pour provoquer des brûlures. Un des gars a attrapé un ZOMO qui était en train de tirer, il lui a arraché sa carabine à gaz et un autre l'a frappé sur la tête : c'était fini pour ce ZOMO-là. C'était horrible à voir. Ils ont frappé les ZOMO sur la tête, avec leurs boucliers, à tel point que les boucliers ont craqué. Un vrai massacre. Quand tous les ZOMO sont tombés par terre, sans connaissance, les gars leur ont pris toutes les armes qu'ils portaient. Les ZOMO n'avaient plus la force de se défendre, parce que les jeunes qui les avaient attaqués avaient des

pierres dans les mains, et qu'ils les frappaient avec ces pierres sur la tête, le visage, là où c'était possible. Ils étaient vraiment déchaînés. J'ai même entendu des appels à tuer les ZOMO pour venger Bogdan (Bodgan Wlosik, jeune garçon tué en octobre 1982 par les ZOMO à Nowa Huta), quelque chose de ce genre. Cela a duré vraiment très peu de temps. Toute cette bagarre n'a pas duré plus de trois ou quatre minutes. Les ZOMO ont été horriblement tabassés. L'un d'eux a voulu frapper un gars avec sa carabine. Alors, un autre gars l'a frappé en plein visage avec une pierre, et tout de suite son casque s'est cassé, son visage s'est couvert de sang, il avait les dents brisées. Les gars ont arraché le casque d'un ZOMO et ont commencé à le frapper avec son propre casque. Ils ont commencé tout de suite à leur prendre leurs armes : des carabines pour tirer des projectiles remplis de gaz, d'autres projectiles, et même des pistolets que certains d'entre eux portaient à leur ceinture.

J'ai observé deux gars : ils avaient le visage masqué par des cagoules avec des trous pour les yeux. L'un d'eux a pris une carabine à gaz et peut-être six projectiles, et l'autre a tout de suite enveloppé cette carabine dans un drapeau de Solidarité, puis ils se sont enfuis. D'autres jeunes ont examiné un pistolet confisqué à un ZOMO, ont sorti le chargeur et ont dit que le pistolet était chargé, prêt à tirer. Un peu plus tard, j'ai vu les deux mêmes gars uti-

liser la carabine qu'ils avaient réussi à prendre pour tirer des charges de gaz dans la direction des ZOMO. Ils continuaient à garder la carabine entourée par le drapeau et tiraient ainsi, cachés derrière un buisson. Les ZOMO ont été très surpris en s'apercevant que des projectiles à gaz tombaient sur eux, venant du côté des manifestants. Ils se sont cachés derrière leurs voitures, puis se sont retirés. Après, d'autres gens ont apporté à ces deux gars d'autres projectiles pour la carabine, et ils ont continué à tirer. Il y avait toute une file de jeunes qui voulaient tirer avec cette unique carabine. Des gens qui regardaient tout cela ont dit que les jeunes n'auraient pas dû prendre cette arme, qu'elle pouvait tomber entre les mains de quelqu'un d'irresponsable, et qu'il fallait l'amener à l'église pour que le curé la rende à la milice. Après, quand ils n'ont plus rien eu à tirer, les jeunes sont partis vers le square, ils ont étalé leur drapeau sur l'herbe, ont démonté la carabine et ils ont montré aux autres comment la monter et la démonter et comment on s'en servait pour tirer. En somme, ils ont fait sur place une petite démonstration pour éduquer les autres. (...)

Les ZOMO traversaient les pelouses avec leurs grosses voitures, en écrasant tout, et ils ont essayé d'attraper les gens cachés dans les cages d'escalier. Quelques personnes se sont mises à crier : « *On va les chasser* ». Alors, tous ceux qui le pouvaient se sont précipités en direction de ce quartier. Les ZOMO ont commencé à fuir vers leurs voitures, perdant même en chemin une partie de leur équipement, des matraques et des boucliers. (...) Ils prenaient les gens de la manière suivante : une voiture se rapprochait et ils attrapaient tous ceux qui leur tombaient sous la main. Ils ont même attrapé des gens qui étaient en train de faire leurs achats. L'important, pour eux, c'était de prendre le maximum de gens. De ce fait, j'ai pu voir moi-même que 80 % des gens dont ils ont pu se saisir n'avaient strictement rien à voir avec ce qui s'était passé auparavant dans la rue, car ces personnes-là ne se cachaient pas ni ne s'enfuyaient. (...) Plus tard, des groupes de jeunes sont passés à l'action et ils avaient l'air d'être très bien organisés. Les ZOMO ne sont pas parvenus à les disperser, car ces groupes, formés de quelques dizaines de jeunes, utilisaient une tactique que j'appellerais de « guérilla », c'est-à-dire qu'ils avançaient pour attaquer, puis se retiraient très rapidement, puis recommençaient. Un groupe pareil ne restait jamais immobile au même endroit. On m'a dit qu'on avait entendu là-bas des tirs jusqu'à minuit.

Le lendemain, j'ai beaucoup discuté à ce sujet avec les gens sur mon lieu de travail et je me suis rendu compte qu'en général ils étaient plutôt contents que cela se soit passé de cette manière, que des gens aient osé sortir dans la rue et tenir tête aux ZOMO. ■

Solidaires des travailleurs chiliens

« Nous adressons l'expression de la considération et de la solidarité des syndicalistes polonais au peuple frère du Chili pour sa lutte en défense des droits fondamentaux de l'homme et du citoyen. Les régimes totalitaires et les dictatures, quelle que soit leur forme, craignent leur propre société et ont peur de l'organisation des travailleurs. Ils privent le peuple de ses droits, car ils ont peur de lui. Mais le désir des systèmes totalitaires d'exercer un pouvoir absolu mène inévitablement à leur chute et ce, tôt ou tard. Car on ne peut gouverner contre la volonté et les intérêts évidents du peuple. Les Polonais, après 40 ans de régime dictatorial, en sont profondément convaincus. Nous sommes persuadés que la voie conduisant vers un système social passe par la réalisation des principes démocratiques, et qu'il n'y a pas de démocratie sans droit de mener une activité syndicale libre, sans droits de l'homme et sans liberté individuelle.

« C'est pour cette raison que nous soutenons votre lutte. Nous savons bien à quoi ressemble une manifestation dispersée par la force, des coups de feu tirés sur des personnes incapables de se défendre. Nous savons ce que sont des prisons pleines et le degré de courage nécessaire pour proclamer des principes démocratiques dans un tel contexte. Mais c'est justement parce que vous avez refusé de vous soumettre et accepté d'en payer le prix que vous gagnerez ! Votre victoire s'inscrira dans la lutte contre le mal qui règne dans le monde et ce sera la victoire de tous les hommes qui agissent pour la cause des droits de l'homme.

« Nous croyons également en notre propre victoire, la victoire de Solidarité. Notre foi est renforcée par tous ceux qui dans le monde entier, s'opposent à l'injustice sociale, par tous les peuples qui refusent de laisser piétiner leur souveraineté ; par les sociétés qui n'acceptent pas d'être privées de leurs droits fondamentaux. Nous partageons avec vous la conviction et l'espoir en un avenir meilleur. Nous vous souhaitons sincèrement de remporter une victoire rapide et définitive. » ■

Le 18 septembre 1983.

Pour la Commission provisoire de coordination
du syndicat autogéré indépendant Solidarité,
Bogdan Lis.

Bureau d'information
du syndicat Solidarité de Cracovie.

Le 31 août 1983 des travailleurs d'une grande usine de Wrocław

Dans la fabrique de matériel électroménager Polar de Wrocław, comme dans de nombreuses autres usines de la région, la Commission syndicale clandestine (TKZ) de Solidarité a repris à son compte l'appel de la direction nationale provisoire, c'est-à-dire la Commission provisoire de coordination (TKK) du syndicat à boycotter les transports en commun le jour du troisième anniversaire de la victoire de la grève de Gdansk de l'été 1980. Le 23 août, les militants syndicaux de l'entreprise diffusaient un appel, dans lequel on pouvait lire :

« Nous appelons les travailleurs de Polar à ne pas utiliser ce jour-là les transports en commun entre 14 h et 16 h (les travailleurs qui n'habitent pas Wrocław et les femmes accompagnées de petits enfants peuvent faire exception). A la fin de la journée de travail, de 14h15 à 15 h 15, nous nous rendrons tous à pied en direction de Psie Pole. Que seuls les membres des syndicats du WRON, les collabos et les membres du parti se retrouvent dans les autobus. Nous appelons également les camarades des entreprises voisines, PZL-Hydrał, Stolbud et d'autres entreprises plus petites, à se joindre à notre marche commune. Nous demandons aux habitants des quartiers Zakrzewo et Psie Pole de se retrouver le plus nombreux possible sur la route avec nous. Des explications plus précises seront fournies oralement par ceux en qui vous avez confiance. »

Le journal syndical d'entreprise, *U Nas* (Chez Nous) publiait, le 30 août, un article expliquant les conditions et les raisons de cet appel, intitulé « Tous ensemble ! » :

« Le 31 août est un nouveau test de la force de notre syndicat. Cette année, la commémoration aura une forme différente de celle des années précédentes. Il s'agit d'un boycott général des transports en commun entre 14 h et 16 h. C'est une bonne idée, car une telle forme d'action est moins dangereuse que celles proposées par les directions syndicales précédemment. (...) Aucune loi, même communiste, n'interdit de revenir du travail en promenade avec des camarades. L'action se déroule à l'extérieur de l'entreprise. Il n'est donc pas possible d'utiliser à notre encontre les sanctions utilisées auparavant par la direction de l'entreprise. (...) »

« Il y a un an, les travailleurs de Polar ont pris part à la grande manifestation qui a eu lieu dans notre ville. Mais on ne sait pas combien nous étions alors. Quelques dizaines ou plusieurs centaines ? Cette année nous pouvons, et nous devons, montrer tous ensemble ce qu'est la solidarité des gens de Polar en sortant ensemble de l'entreprise à 14 h 15 et à 15 h 15. Les chroniques noteront combien nous avons été. Montrons notre force, cette force que nous avons montrée lors de la manifestation du 14 octobre de l'année dernière (1). »

« Les employés ont toujours été peu nombreux à prendre part aux actions dans l'entreprise. Il est évident que c'est difficile de quitter le bureau dans lequel, pour quelques personnes seulement, il y a un chef qui contrôle directement ses subordonnés. Le boycott des transports en commun offre à ce groupe-là aussi une occasion d'agir. »

Le 31 août 1983, à Wrocław, il y eut de nombreuses manifestations. D'autres commissions syndicales, en particulier celles des entreprises du quartier Grabiszynek — les usines Fadroma, Fat, Elwro et Hutmen — ont lancé des appels similaires à celui de Polar. A Grabiszynek, les marches à la sortie des usines furent particulièrement massives, culminant en une manifestation de plusieurs milliers de travailleurs devant le cimetière où se trouve la tombe de Krzysztof Michalczyk, ouvrier assassiné par la police le 31

août 1982. Quel fut le résultat de la mobilisation à Polar ? *U Nas*, le journal syndical d'entreprise, en rend compte dans son numéro 31 du 9 septembre 1983 :

« A 14 h 15, l'immense majorité des travailleurs se dirige vers Psie Pole à pied. Seuls quelques-uns (sans compter, bien sûr, ceux qui habitent à l'extérieur de Wrocław et qui n'étaient pas concernés par le boycott) montent dans les bus. Au passage du viaduc, les groupes de marcheurs forment un cortège important. Plus de 1 000 personnes (certains disent même 1 500 ...). Ceux de Polar ramassent au passage un petit groupe de travailleurs de Stolbud, entreprise voisine. Ils approchent de Psie Pole. De loin on entend les cris de bienvenue : "Bravo Polar ! Polar solidaire !". A l'arrivée, les applaudissements éclatent. Une femme sort des rangs de ceux qui attendent. Les larmes aux yeux, elle offre quelques fleurs blanches et rouges à ceux qui forment la tête du cortège. C'est une véritable explosion de joie. Les tracts s'envolent. Un cri sort de toutes les bouches : "Solidarité, Solidarité !". La marche, rejointe par plusieurs dizaines de travailleurs de WSK (on ne peut que regretter que la TKZ de cette entreprise n'ait pas décidé d'une marche commune) s'ébranle à nouveau. Sur le chemin, les travailleurs de Polar distribuent aux habitants de Psie Pole le dernier numéro de notre journal *U Nas* avec la photo de Władysław Fraszyński. (...) »

« L'ambiance enthousiaste de fête de la liberté se maintient. Les voitures qui passent klaxonnent, les conducteurs font le signe de la victoire. Les rares passagers des autobus qui passent, en entendant nos sifflets, se recroquevillent sur eux-mêmes, comme s'ils voulaient se cacher de honte sous les sièges. Tout d'un coup, trois drapeaux blancs et rouges marqués du signe de Solidarité apparaissent. Cela soulève un tonnerre d'applaudissements et de cris. Je regarde autour de moi. Nombre de participants ont les larmes aux yeux. Une partie des marcheurs se trouve sans doute pour la première fois dans une telle situation. Le cortège s'étire sur 250 à 300 mètres. Plusieurs fois, des camionnettes de la milice s'approchent. Dans l'une d'elles, les miliciens lèvent aussi les bras en signe de victoire. (...) »

« 15 h 30. Je m'interroge sur la façon dont s'est passée la sortie des employés qui devaient partir de l'entreprise à 15 h 15. On apprendra plus tard qu'ils n'ont pas flanché. Encouragés par la vue du départ des ouvriers une heure plus tôt, ils ont manifesté clairement leur soutien à Solidarité. Seules quelques personnes — dont il sera facile de se souvenir, il y en avait si peu — sont montées dans les autobus désespérément vides. Même ceux qui, pour diverses raisons, ne pouvaient pas marcher, se sont débrouillés pour partir dans des voitures individuelles ou sur des motos. Ce groupe de marcheurs a également été salué par les habitants de Psie Pole. Ils ont été accueillis par des applaudissements, aux cris de "Vive Polar !" »

Le cortège ouvrier, qui s'est divisé en deux en arrivant au centre-ville, a été dispersé par de violentes charges des ZOMO. Les travailleurs ont rejoint le quartier Grabiszynek par petits groupes et se sont incorporés à la foule des manifestants d'autres entreprises déjà massée devant le cimetière. ■

C.S.
Novembre 1983.

1. En octobre 1982, plusieurs départements de Polar ont débrayé pour protester contre les sanctions frappant plusieurs militants connus de Solidarité. Un cortège s'est formé à l'intérieur de l'usine et s'est achevé par un rassemblement devant les locaux de la direction.

La lutte pour un statut de prisonnier politique

SI la loi d'amnistie conditionnelle promulguée en juillet dernier par la Diète polonaise a réduit le nombre de prisonniers politiques, elle n'a pas, loin de là, amélioré les conditions de détention de nombreux militants syndicaux qui restent emprisonnés. La revendication d'un statut pour les prisonniers politiques a donné jour à une lutte, qui se mène par divers moyens, pour la défense de la dignité et des droits les plus élémentaires de ceux qui sont incarcérés.

Voici le texte d'une lettre collective, signée, entre autres, par d'anciens prisonniers politiques et d'anciens internés, envoyée au professeur Henryk Jablonski, président du Conseil d'Etat, sur le sort d'un des sept dirigeants nationaux de Solidarité qui attendent leur procès en prison :

« Monsieur le Président, nous vous informons avec une extrême émotion que Seweryn Jaworski, emprisonné à la maison d'arrêt et d'instruction centrale de Varsovie, est soumis à diverses vexations et maltraité pour l'unique raison qu'il porte une croix et une plaquette blanche et rouge (couleurs de la Pologne et de Solidarité, Ndlr.). En raison de son attachement à la foi et à la patrie, il est privé des médicaments indispensables, d'assistance médicale et du droit aux colis de nourriture et de produits d'hygiène. Il est de surcroît puni d'isolement, ce qui s'appelle "la peine du lit dur". De plus, Seweryn Jaworski a été à plusieurs reprises sévèrement battu par des fonctionnaires de la prison. Dans le cadre de persécutions religieuses, Jaworski s'est vu confisquer sa Bible et d'autres objets de culte. Il a été plusieurs fois empêché d'assister à la messe du dimanche. Nous constatons que la conduite de la direction de la maison d'arrêt centrale vise à une extermination consciente des militants de Solidarité. On ne peut donner d'autre nom à la privation de médicaments et de surveillance médicale, appliquée en dépit des autorisations accordées par les autorités responsables, et aux nombreuses autres vexations auxquelles ils sont soumis. Nous vous adressons cette lettre pour que personne, parmi ceux qui sont aujourd'hui au pouvoir, ne puisse prétendre ultérieurement qu'il n'était au courant de rien, comme le faisaient les criminels staliniens en 1956. »

Voici le contenu d'une lettre des prisonniers politiques de la prison de Leczyca, sortie clandestinement de la prison et publié par l'Agence d'information de Solidarité (AIS) :

« Le 17 août 1983, un groupe d'une quinzaine de fonctionnaires a fait irruption dans la cellule. Quatre personnes — Adamczyk, Frasyński, Golinski et Kostrzewa — ont été battues. Voici les raisons de cette agres-

sion. Le 11 août, nous avons réclamé l'ouverture des portes pour aérer la cellule, ce qui est la manière habituelle de faire dans cette prison, car il n'y a pas d'autres ouvertures dans les cellules. Le maton en chef a entrouvert la porte puis, une minute après, il l'a refermée. Après avoir de nouveau cogné à la porte, nous avons reçu la visite de l'officier de service accompagné du maton en chef, qui nous ont prévenus que nous risquions, pour cela, une punition, le "lit dur" ou l'isolement. A nos tentatives d'explication, ils ont répondu qu'ils allaient faire un rapport disciplinaire sur Frasyński, car, selon l'officier (sur quelle base ?), c'est lui qui faisait du bruit. Le 15 août, Frasyński a été puni par le commandant de la prison de quatorze jours de "lit dur". Nous avons protesté contre cette mesure, exigeant de voir le commandant, mais notre demande a été rejetée. Nous avons donc annoncé que notre camarade n'irait pas à la cellule d'isolement tant que le commandant n'accepterait pas de recevoir un représentant de notre groupe. Lorsque Frasyński a refusé, le 17 août, de quitter la cellule — le prétexte pour l'emmener était d'aller chez le médecin — un groupe de fonctionnaires dirigé par le lieutenant Rajkowski et le sergent Lewandowski (chef de secteur) a fait irruption dans la cellule, tentant d'emmener Frasyński de force. Nous (Adamczyk, Golinski, Kostrzewa) avons protesté contre de telles méthodes, exigeant de voir immédiatement le commandant. Ils se sont alors précipités sur nous quatre, essayant de nous étouffer, nous tordant les bras et nous frappant les reins. Frasyński a été traîné dans le couloir. Là, l'un des fonctionnaires l'a frappé au bas-ventre, les autres lui ont tordu les bras en arrière et lui ont mis les menottes. A la suite de cette sauvage agression, nous avons entamé tous les quatre une grève de la faim. Nous avons informé de ces événements le tribunal départemental de Klodzko, le tribunal militaire de Lodz et le parquet de Wroclaw. Le 22 août, le commandant a suspendu la punition de Frasyński.

L'hebdomadaire de Solidarité de Varsovie, *Tygodnik Mazowsze* (numéro 63 du 6 octobre 1983) rapporte ainsi la

lutte des militants incarcérés à la prison de Barczewo :

« En septembre 1983, plusieurs dirigeants de Solidarité condamnés à de longues peines — Wladyslaw Frasyński et Piotr Bednarz (respectivement président et vice-président de la direction régionale de Solidarité de Basse-Silésie), Andrzej Slowik et Jerzy Kropiwnicki (respectivement président et vice-président de la direction régionale de Solidarité de Lodz), Patrycjusz Kosmowski (président de la direction régionale de Solidarité de Bielsko-Bala), ainsi qu'Edmund Baluka — ont été transférés à la prison de Barczewo, où ils ont été placés dans des cellules isolées. Le 12 septembre, une grève de la faim pour l'obtention du statut de prisonnier politique a commencé. En raison des difficultés de communiquer, certains prisonniers ne se sont joints à l'action que plus tard. Frasyński, arrivé de la prison de Leczyca le 14 septembre, s'est joint à la grève le 22 septembre. Les prisonniers de Barczewo vivent dans des conditions particulièrement pénibles (cellules sombres, sales et humides, pas de canalisations) et sont sans cesse persécutés par les gardes. Ainsi Frasyński a-t-il été privé de son régime sans consultation avec son médecin, on lui a rasé la barbe de force, on l'a menacé de passage à tabac et d'une peine de 14 jours de "lit dur" (peine suspendue à Leczyca après la protestation des prisonniers). Il a été interdit à ses parents de lui remettre de la nourriture et des habits chauds lors de la visite, bien qu'il soit atteint de rhumatismes. La visite a été interrompue au bout de quelques minutes, car Frasyński racontait les conditions de détention à Barczewo. »

Au début d'octobre, les militants de la prison de Barczewo ont interrompu leur grève de la faim. Ils ont obtenu la promesse que leurs exigences seraient satisfaites. D'ores et déjà, Frasyński, Slowik, Kropiwnicki et Baluka ont été placés dans une cellule commune, dans laquelle les conditions sanitaires sont meilleures. Les prisonniers politiques ne sont plus placés dans les mêmes cellules que les droits communs. Ils ont également obtenu le droit de se rendre mutuellement visite, les portes de leurs cellules restant ouvertes quelques heures dans la journée. Piotr Bednarz, qui fut le premier à entamer la grève de la faim, souffre cependant de graves séquelles.

Cette première victoire, obtenue à Barczewo, montre qu'il est possible d'obliger la bureaucratie à faire des concessions, même dans des conditions de lutte aussi difficiles que celles de la prison. Les militants de Solidarité emprisonnés continuent leur combat pour un statut de prisonnier politique.

1. Cet extrait (ainsi que les suivants) provient de documents publiés dans le numéro 10, du 15 novembre 1983, du bulletin *Robotnik* 83 édité à Paris par le Comité de coordination du syndicat Solidarnosc en France.

Crise imminente au sein de la Campagne pour le désarmement nucléaire (CND)

A PREMIERE VUE, la Campagne pour le désarmement nucléaire (CND) en Grande-Bretagne, active et combative, ne s'est pas étioyée après la réélection de Margaret Thatcher au mois de juin, comme certains l'avaient prédit. Mais, si l'on examine les choses de plus près, on s'aperçoit qu'une crise s'y dessine clairement. Un débat acharné s'est engagé sur les orientations futures : faut-il adopter une nouvelle approche de la question, axée sur le gel de l'armement nucléaire indépendant de la Grande-Bretagne et abandonner la lutte contre les missiles de croisière (Cruise), ou faut-il continuer à lier la lutte contre la nouvelle génération d'armes à moyenne portée et celle pour le désarmement nucléaire unilatéral, qui est le but de la CND ? Au fur et à mesure que les négociations de Genève tirent sur leur fin sans qu'aucun résultat tangible ne soit en vue, et que s'approche la date du déploiement des douze premiers missiles Cruise sur la base de Greenham, le débat se fait plus tendu au sein de la CND (1).

Janine INGLEFIELD

La marche sur Londres, qui a rassemblé 400 000 personnes le 22 octobre, représente la plus grosse manifestation jamais organisée en Grande-Bretagne contre l'escalade de l'armement nucléaire. A la base, les militants de la CND préparent, pour les mois de novembre et de décembre, des actions pour empêcher le déploiement des missiles Cruise à Greenham. Les femmes de Greenham appellent à une action baptisée « *Sound around Greenham* » (« Du bruit autour de Greenham ») pour le 11 décembre, et il semble qu'elle doive avoir un écho aussi important que lorsque l'année dernière 30 000 femmes s'étaient rassemblées autour de la base. Seulement, cette fois, les forces de sécurité — 12 missiles étant déjà installés — seront sur le pied de guerre !

L'UNILATÉRALISME N'EST PAS NÉGOCIABLE

Cependant, les dirigeants de la CND n'ont pas manifesté la moindre volonté de donner des directives claires à un désir d'action aussi manifeste de la part des secteurs qui se mobilisent. A la place, ils ont concentré toute leur énergie à tirer des bilans stériles de la défaite du Parti travailliste aux élections générales et à tenter de convaincre les membres de la CND qu'il faut désormais axer la lutte sur ce qui est « immédiatement possible ». Derrière ce vocable, ils cherchent, en fait, à enterrer la lutte contre les missiles et à engager la CND sur la voie du multilatéralisme (illustré par le mot d'ordre « *Ni Pershing ni SS-20* », Ndlr).

Dans le numéro de septembre de *Sanity*, l'organe officiel de la CND, Bruce Kent, son secrétaire général, donne son point de vue sur le résultat des élections générales : « *La peur des gens face à une éventuelle agression est devenue plus forte ; ils veulent être défendus. Nous, CND,*

nous sommes perçus comme des gens qui prônent le tout ou rien. Cela doit changer. Sans abandonner le moindre de nos principes, nous devons mettre l'accent sur les mesures de désarmement qui sont possibles dans l'immédiat et qui, une fois mises en pratique, permettront d'aller plus loin. Ce n'est pas une manœuvre. Il s'agit d'un processus normal d'éducation et d'action politiques. » Et pourtant, la manœuvre est claire : il s'agit de se rapprocher autant que possible de l'orientation que le « cabinet fantôme » (2) a essayé de mettre en avant au cours des élections. Neil Kinnock, récemment élu leader du Parti travailliste, c'est-à-dire chef du groupe parlementaire de ce parti, l'a clairement exprimé au cours du rassemblement du 22 octobre à Hyde Park : « *Nous, Parti travailliste, disons qu'il est essentiel dans l'intérêt national (...) que nous empêchions le système des missiles Cruise de se mettre en place en Grande-Bretagne. En second lieu, nous devons contraindre le gouvernement à imposer un gel total sur les essais, le déploiement et l'utilisation des armes nucléaires. Nous devons défendre une politique du "No first use"* (c'est-à-dire l'engagement à ne pas être les premiers à les utiliser, Ndlr.), *pour ce pays, pour l'OTAN et pour toutes les autres puissances mondiales, et nous pensons qu'il n'y a qu'une*

chose à faire avec le système Polaris (3), c'est de le mettre sur la table des négociations pour parvenir à notre propre désarmement nucléaire et parvenir à réduire les forces nucléaires dans le reste du monde. »

C'est exactement ce que proclamait la déclaration du Comité exécutif national lors du dernier congrès du Parti travailliste, c'est aussi ce que déclarait le ministre des Affaires étrangères du « cabinet fantôme », Denis Healey, dans sa présentation de cette déclaration, et c'est encore ce que disait, de façon plus ambiguë, le manifeste électoral du Parti travailliste du mois de juin de cette année. Mais tout cela contredit l'orientation politique officielle du Parti travailliste, qui est une position clairement et nettement unilatéraliste, s'engageant en faveur de « *la suppression inconditionnelle de toutes les armes et bases nucléaires sur le territoire britannique et dans ses eaux territoriales* ». Cela signifie que les fusées Polaris et toutes les bases US et britanniques doivent être supprimées sans que cela fasse l'objet d'aucune négociation. Lors du congrès du TUC (Congrès des syndicats) en septembre, l'intervention soutenant la résolution sur le désarmement faite par Alistair Graham, de l'Association des fonctionnaires, a été très mal accueillie par la délégation du Syndicat des transports et des ouvriers non qualifiés (TGWU) ; en effet, ce dernier était d'accord pour supprimer, dans sa résolution unilatéraliste, les références aux bases US et aux fusées Polaris, acceptant de ce fait « *que la Grande-Bretagne garde sa force de dissuasion indépendante* ». Lors du congrès du Parti travailliste, Neil Kinnock a essayé de convaincre le TGWU de transmettre sa résolution au Comité exécutif national, mais cette fois, la délégation a refusé. La volonté de nombreux dirigeants syndicaux d'opérer une retraite sur la question de l'unilatéralisme est manifeste, mais ils sont conscients, en même temps, qu'une retraite trop précipitée risquerait de produire de graves remous à la base.

Ce problème amène à la question centrale qu'est la volonté de certains, au sein de la CND, de revenir sur l'unilatéralisme et de mettre à nouveau en avant une approche du type « *Des pas vers la paix* » (4). Mais, pour opérer ce retrait, ils devront se heurter de plein fouet aux militants de base de la CND. Dans le Mouvement de la paix, dans le Parti travailliste et les syndicats, les militants sont encore plus convaincus que dans les années 1960

1. Depuis que cet article a été rédigé, le déploiement des missiles Cruise a commencé en Grande-Bretagne, le 14 novembre. Sur les orientations et le débat au sein de la CND, voir l'article de Brian Heron, « Tournant à droite du mouvement ouvrier », *Inprecor* numéro 157 du 26 septembre 1983.

2. Le « cabinet fantôme » (Shadow Cabinet) est l'équipe dirigeante constituée au Parlement par le parti dans l'opposition, et qui a droit, officiellement, à un temps de parole sur les questions en débat.

3. Système de fusées à têtes multiples du type MIRV (Multiple Independently Targeted Re-entry Vehicles), mises en place dans l'ancien programme nucléaire britannique. Ce sont des fusées à têtes multiples autonomes, guidées vers

plusieurs objectifs parfois éloignés de plusieurs kilomètres.

4. En 1960, une résolution clairement unilatéraliste était adoptée par une faible majorité au congrès du Parti travailliste. L'aide droite avait alors organisé une « Campagne pour le socialisme démocratique ». Le congrès suivant adopta une résolution boiteuse, puisqu'elle se prononçait pour une « zone dénucléarisée centro-européenne », une « déclaration de "No First Use" de l'OTAN », et le « rejet de la force de dissuasion britannique indépendante ». Les dirigeants de la CND firent marche arrière et élaborèrent finalement leur propre résolution, qui faisait des concessions aux partisans du multilatéralisme. Cette résolution fut appelée « Des pas vers la paix ».

de la nécessité d'adopter une position unilatéraliste, inconditionnelle, pour mettre fin à la course aux armements. Pendant des années, les partisans du multilatéralisme ont affirmé que le désarmement surviendrait grâce à des négociations au plus haut niveau, et pendant des années, de nouvelles armes, toujours plus meurtrières, ont été inventées.

Au cours du congrès du Parti travailliste, cette année, le vote en faveur de l'unilatéralisme a obtenu une majorité encore plus large qu'en 1981. Voilà pourquoi les dirigeants de la CND font tant d'efforts pour que leur « nouveau consensus » ne soit pas perçu comme un retrait sur la question de l'unilatéralisme. Voilà pourquoi Edward Thompson, porte-parole de l'END (5) a lancé une campagne idéologique contre ceux qu'il appelle les « fondamentalistes dogmatiques » au sein de la CND-travailliste (c'est-à-dire la branche de la CND qui milite dans le Parti travailliste) et de la CND-jeunesse (section ouverte à tous les sympathisants de la CND en-dessous de 21 ans). Voilà pourquoi *Socialist Action* (6) a fait l'objet d'attaques dans la presse, et notamment de mensonges comme ceux du quotidien *The Guardian*, qui a affirmé que la CND donnait de l'argent à *Socialist Action*, ce-la afin de suggérer que ces secteurs de la CND sont « manipulés » par des trotskystes. Non contents d'avoir remplacé le comité élu de la CND-jeunesse par un comité désigné par eux, les dirigeants de la CND essaient de faire exactement la même chose avec la CND-travailliste. Par des mesures administratives, ils cherchent à étouffer l'opposition qui s'est manifestée contre leur recul sur la lutte pour le refus des missiles Cruise et contre le fait qu'ils commencent à mettre l'unilatéralisme au second rang dans les mobilisations. Ils pensent pouvoir ainsi dégager la voie pour raccrocher leur wagon au Parti social-démocrate (SDP) qui, lui, fait campagne pour la politique du « No First Use » et du « contrôle à double clé » (7), et non pas contre les Cruise, sans parler de l'unilatéralisme !

Cependant, ils risquent de se trouver confrontés à un véritable retour de bâton à l'Assemblée générale annuelle de la CND qui se tiendra à Sheffield en décembre. Il n'est nullement garanti *a priori* que si la CND revient sur ses positions de principe, c'est-à-dire qu'elle se contente d'une campagne pour le gel nucléaire et pour le contrôle à double clé, les Conservateurs lui offrent quelque concession que ce soit.

LA FORCE DE LA CND SE TROUVE DANS LE MOUVEMENT OUVRIER

A la vérité, si les buts proclamés du mouvement pour le désarmement nucléaire sont universels (pour la défense de la survie de l'humanité,) et reçoivent, en ce sens, un large écho, les moyens d'action pour parvenir à la paix dans le monde, et même pour arrêter cette nouvelle génération de missiles, eux, sont spécifiques. Seul le mouvement ouvrier organisé a le pouvoir d'en finir avec les Cruise et les Pershing, et c'est vers lui que la CND

devrait se tourner si elle veut obtenir des victoires.

Si la CND a gagné du terrain au cours des trois dernières années, ce n'est pas parce qu'elle a frayé avec les Edward Kennedy ou les David Owen (le dirigeant du Parti social-démocrate, Ndlr.), mais parce qu'elle a construit un mouvement de masse. Le nom de Greenham Common est devenu familier à tous. Il figurait même dans les colonnes des magazines de mode féminins. En Grande-Bretagne, tout le monde sait ce qu'est un missile Cruise et, en dépit de la victoire des Conservateurs et de la campagne de presse visant à discréditer la CND et à présenter les femmes de Greenham comme des mères indignes, des lesbiennes et des droguées, 300 personnes par semaine ont continué à rejoindre la CND tout au long de l'année dernière. La revendication du gel nucléaire n'est pas seulement un compromis qui n'aboutira à rien, c'est un compromis qui revient de fait à accepter le *statu quo*. Elle ne touche pas aux 50 000 têtes nucléaires déjà en place, qui, à elles seules, peuvent tuer vingt-deux fois la population mondiale tout entière. Elle ne touche pas non plus aux armes conventionnelles, de puissance équivalente au stock d'armes nucléaires.

Si la CND avance cette revendication après que les Cruise aient été déployés à Greenham, celle-ci pourrait même recevoir le soutien de Michael Heseltine, le ministre de la Défense, dans la mesure où la supériorité de l'OTAN en ce qui concerne les armes de moyenne portée serait assurée. Bien peu de membres de la CND croient à l'argument utilisé par ses dirigeants, selon lesquels la revendication du gel nucléaire est profondément internationaliste puisqu'elle entre en résonance et soutient les revendications du mouvement de la paix nord-américain. Certes, la CND doit apporter son soutien au mouvement pour le gel aux Etats-Unis, mais il faut souligner que l'aile radicale du mouvement de la paix nord-américain débat quant à elle de la revendication suivante : « Au-delà du gel du nucléaire, vers sa suppression. » Revenir sur la position unilatéraliste pour faire du gel nucléaire la revendication centrale, cela au nom de l'« internationalisme », est une manœuvre grossière.

Les sympathisants de *Socialist Action* en Grande-Bretagne se battront, quant à eux, au cours du prochain congrès de la CND, contre la revendication du gel nucléaire et contre toutes les autres tentatives de tirer le mouvement en arrière vers le multilatéralisme, comme le font la proposition d'axer la campagne sur le « No First Use » ou sur le « contrôle à double clé ». Ils refuseront toute approche de la question du désarmement qui sépare leurs objectifs à court terme de leurs buts à long terme. Lutter pour des actions de masse contre les Cruise, contre les Trident, contre les Polaris, contre les bases américaines comme partie intégrante de la lutte pour le désarmement unilatéral ne relève pas du dogmatisme. C'est comme cela que le mouvement de masse a été construit en Grande-Bretagne, et s'écarter

des objectifs concrets pour soutenir des négociations de couloir, multilatéralistes, sonnerait le glas du nouvel essor qu'a connu la CND ces dernières années.

De même, il faut être d'accord avec Tony Benn sur le fait que l'orientation de la CND doit devenir plus politique, plus internationaliste, et beaucoup plus liée aux luttes des travailleurs, celles concernant le logement et l'emploi par exemple. Cela signifie qu'il faut soulever la question essentielle de l'OTAN et de ce que la Grande-Bretagne en est membre. S'opposer à l'OTAN fait partie de la ligne politique officielle de la CND et, face à l'agression américaine à Grenade et au Liban, il serait absurde que le mouvement pour la paix ne fasse pas le lien entre l'escalade nucléaire en Europe et le projet interventionniste dans le monde semi-colonial ni ne souligne qu'ils s'agit d'un produit de décisions politiques de l'OTAN. Cela signifie qu'il faut plus que jamais appeler les syndicalistes à se mobiliser, comme l'ont fait les syndicats en Allemagne de l'Ouest et en Hollande. En Grande-Bretagne, il faudra passer outre le TUC, désormais dominé par son aile droite. Cependant, les employés municipaux ont déjà eu recours à la grève pour protester contre la bombe nucléaire au cours de la Journée internationale des femmes pour le désarmement. Les travailleurs de chez Rolls-Royce ont refusé d'assembler des pièces pour les Trident et le syndicat des pompiers a refusé de collaborer avec la Défense civile pour organiser des exercices de préparation de la population à une guerre nucléaire.

Ainsi, la CND dispose d'une grande potentialité de mobilisation du mouvement ouvrier de Grande-Bretagne pour s'unir aux autres mouvements pour la paix en Europe et avancer la revendication d'une zone dénucléarisée de la Pologne au Portugal dans la campagne pour les élections européennes à venir. Si les dirigeants de la CND tiraient les leçons de l'activité des femmes de Greenham et faisaient preuve d'imagination pour engager des actions plus audacieuses, en passant par-dessus les bureaucrates travaillistes et syndicaux, afin d'unir le vaste faisceau des forces qui sont apparues derrière le mouvement ouvrier — et non derrière le SDP bourgeois, qui soutient, lui, le déploiement des missiles Cruise — la menace d'une crise imminente ne planerait plus sur la CND. Et le non-déploiement des missiles pourrait devenir une réalité. ■

Janine INGLEFIELD,
Londres, 10 novembre 1983.

5. European Nuclear Disarmament (END, Campagne européenne pour le désarmement nucléaire), regroupement de personnalités opposées à l'armement nucléaire, dont l'axe principal d'intervention dans les mouvements de masse antiguerre porte sur la création d'une zone européenne dénucléarisée.

6. Journal publié par des forces de la gauche du Parti travailliste.

7. La « double clé » signifie que la décision de faire usage des missiles stationnés sur le sol britannique devrait être prise conjointement par la Grande-Bretagne et par les Etats-Unis, et non pas par les seuls Etats-Unis.

CHYPRE

Pour un Etat indépendant et socialiste !

La proclamation, le mardi 15 novembre, d'une République turque dans la partie nord de Chypre s'ajoute à une série d'événements qui ont nourri la division et l'hostilité entre les communautés grecque et turque de l'île.

L'impérialisme anglais et américain a toujours utilisé l'existence de ces deux communautés nationales pour manipuler les données politiques et sociales, non seulement à Chypre même, mais aussi en Grèce et en Turquie, afin d'assurer ses propres intérêts stratégiques dans la région.

L'histoire de la majorité chypriote grecque et de la minorité chypriote turque a toujours été marquée par de violents conflits dont les étapes importantes, du dernier quart de siècle, sont les suivantes :

— En avril 1955, l'EOKA (Organisation nationale des militants chypriotes), a déclenché la lutte armée contre les autorités britanniques et pour l'Enosis, c'est-à-dire le rattachement de Chypre à la Grèce. Cette organisation était dirigée par Monseigneur Makarios du point de vue politique et, sur le plan militaire, par le général Grivas qui, pendant la guerre civile en Grèce, avait participé à la chasse aux militants communistes. Il est évident que la minorité turque ne pouvait pas se reconnaître dans le chef de l'Eglise orthodoxe, pas plus que dans un général ultranationaliste grec. Les Britanniques en ont profité pour organiser une unité militaire composée de Chypriotes turcs et d'officiers britanniques pour affronter le mouvement favorable à l'Enosis. Enfin, l'Organisation de défense nationale (TMT), formée par la bourgeoisie chypriote turque demandait déjà la partition de l'île en deux zones. Le conflit inter-communautaire, attisé par la collaboration d'une partie des Chypriotes turcs avec les Britanniques et par la direction nationaliste de l'EOKA, a débouché sur une véritable guerre civile pendant l'été 1958.

— En 1959, les accords de Zurich et de Londres consacrent « l'indépendance » de Chypre, qui reste formellement membre du Commonwealth. Ils attribuent aux deux communautés des représentations différentes dans les municipalités, dans les tribunaux et au gouvernement. Depuis ces accords, les Chypriotes grecs et turcs se sont organisés en syndicats et associations paysannes séparés par communautés na-

tionales, tandis que la Grèce, la Turquie et la Grande-Bretagne s'entendaient pour « garantir l'indépendance du pays », les Britanniques conservant, au passage, quelque 130 kilomètres carrés de bases militaires...

— De nouvelles violences ont éclaté en 1963 entre les deux communautés, lorsque Makarios a tenté de modifier la Constitution en faveur de la communauté chypriote grecque. Les Chypriotes turcs se sont alors retranchés dans leurs territoires et leurs députés et ministres ont refusé de siéger.

— En juillet 1974, les troupes turques débarquaient sur l'île et occupaient environ 40 % du territoire. Dès lors, deux Etats séparés existaient de facto : l'Etat chypriote grec avec 60 % du territoire au sud de l'île et l'Etat chypriote turc avec 40 % du territoire au nord de l'île (les Chypriotes turcs représentent environ 18 % de la population). L'invasion turque a fait quelques milliers de morts et a contraint 200 000 Chypriotes grecs à émigrer au sud, pour s'y réfugier. Une frontière imperméable a sanctionné la division de l'île.

La décision que vient de prendre le chef de la communauté chypriote turque, Rauf Denktash de proclamer un nouvel Etat ne peut être considérée comme une simple évolution du conflit intercommunautaire. Denktash savait qu'il n'avait rien à perdre en proclamant un nouvel Etat. Mais il n'a pas non plus grand-chose à y gagner. Il peut certes trouver avantageux de pouvoir se présenter comme le chef d'un Etat et non seulement comme le dirigeant d'une communauté, mais la reconnaissance de la Turquie, la seule acquise à ce jour, n'est pas suffisante pour cela. La proclamation de « la République turque du Nord de Chypre » s'inscrit vraisemblablement dans le cadre de l'offensive actuelle de l'impérialisme américain, au Liban comme en Amérique centrale.

Depuis l'arrivée au pouvoir de la social-démocratie en Grèce, en 1981, de nombreuses manifestations de masse ont eu lieu contre les bases américaines. Il en existe quatre en Grèce. Le gouvernement d'Andreas Papandreou qui est largement revenu sur ses promesses électorales et mène une politique d'austérité et de concessions à l'impérialisme, n'a pas toutefois réussi à démobiliser un puissant sentiment anti-impérialiste et anti-américain, bien qu'il ait passé un accord selon lequel les bases américaines devraient être retirées de Grèce, à la fin de la décennie.

Pour la Turquie, la proclamation de l'Etat turc au nord de Chypre peut certes être considérée comme un succès politique et être utilisée sur le plan intérieur, mais le changement reste limité par rapport à la situation de fait qui existe depuis 1974.

Il faut donc concevoir l'initiative de Denktash dans le cadre plus global de la politique impérialiste dans la région, comme la prise d'un nouveau gage pour faire pression aussi bien sur la Grèce que sur Chypre, et s'assurer une base stratégique durable. Les masses chypriotes grecques ne s'y sont d'ailleurs pas trompées, qui se sont mobilisées, en riposte, non seulement contre les troupes turques, mais aussi contre l'impérialisme, sur les mots d'ordre : dehors les troupes turques, dehors l'impérialisme !

Il n'a jamais existé à Chypre de politique alternative visant à rassembler, sur des bases de classe, les travailleurs grecs et turcs chypriotes, contre les bases impérialistes et pour le socialisme. C'est ce qui a permis aux classes dirigeantes de manipuler le conflit intercommunautaire et de dresser les travailleurs les uns contre les autres. Le puissant Parti communiste chypriote quant à lui, s'est toujours aligné sur la bourgeoisie chypriote grecque.

Aujourd'hui l'axe de la lutte demeure :

— retrait des troupes turques, mais aussi des troupes de l'ONU et des bases militaires britanniques ;

— pour un Etat chypriote indépendant et socialiste garantissant les droits nationaux de la minorité chypriote turque !

— pour le retour des réfugiés chypriotes grecs chez eux !

S.T.

FRANCE

APPEL : "Etats-Unis hors de Grenade et d'Amérique centrale"

« L'Amérique centrale et la Caraïbe sont aujourd'hui en état de guerre : des milliers de personnes meurent chaque année, avant tout des paysans, des femmes et des enfants, des populations civiles sans défense, dont le seul crime est de se révolter contre la pauvreté, la misère et l'injustice dont elles souffrent depuis des siècles. Les responsables de cette situation sont les gouvernements dictatoriaux du Salvador, du Honduras et du Guatemala, agissant au profit d'une petite minorité de privilégiés. Ces gouvernements ont été mis en place et sont toujours soutenus par les Etats-Unis, dont l'intervention économique, politique et militaire n'a jamais cessé. (...)

« C'est pourquoi nous, signataires, appelons toutes les organisations démocratiques, politiques, syndicales et humanitaires à agir pour arrêter l'interven-

tion des Etats-Unis en Amérique centrale et dans la Caraïbe (...) et à se mobiliser : contre l'intervention des Etats-Unis au Nicaragua, au Salvador, au Guatemala et à Grenade ; pour l'autodétermination des peuples du Salvador, de Grenade et du Guatemala ; pour mettre fin à la guerre des Etats-Unis contre le Nicaragua. »

— Premiers signataires :

Maurice Barth, Simone de Beauvoir, Louise Blancart, Christine Buci-Glucksmann, Yves Buannic, Régis de Castelnaud, Julio Cortazar, Jean-Michel Caroit, Philippe Châtaigner, Patrice Chereau, Jean Cardonnel, Georges Casalis, Yvan Dautin, Serge Depaquit, Robert Davezies, Marie Dufflo, Bernard Gaudin, François Gèze, Daniel Guérin, Felix Guattari, Robert Falley, Pierre Halbwachs, Alain Joxe, Alain Krivine, Michaël Lowy, Arthur London, Lise London, Georges Labica, Rodolfo Matarollo, Robert Mont d'Argent, Jean-Louis Moynot, Joe Norman, Gilles Perrault, Philippe Rodriguez, Willy Rosenbaum, Bernard Ravenel, Catherine Ribeiro, Madeleine Reberieux, Antoine Spire, Laurent Schwartz, Francesca Soleville, Pierre Salama, Philippe Texier, Mijo Thomas, Roger Trefeu, Daniel Viglietti, Jacques Valier, Jean-Marie Vincent, Philippe Varnier, Costas Vergopoulos, Henri Weber.

— Organisations ayant apporté leur soutien :

Chrétiens pour le socialisme, CIMADE, Comité catholique contre la faim et pour le développement, Terre des hommes, Frères des hommes, Groupe femmes latino-américaines (Maison des femmes), Collectif Juvisy Tiers-Monde, France-Amérique-latine, Groupe solidarité Amérique centrale Oscar Arnulfo Romero, Comité de solidarité avec le Nicaragua, Collectif Guatemala, Comité de solidarité avec le peuple d'El Salvador, Association de solidarité avec le peuple de Grenade, Coordination des comités latino-américains de Paris, Artisans du monde, Comité scientifique et technique France-Nicaragua, Association des travailleurs de la culture guatémaltèque, Association France-Cuba, CEDETIM.

Parti communiste français, Parti socialiste unifié, Ligue communiste révolutionnaire, Jeunesses communistes révolutionnaires, UNEF-ID (URP), CGT, Frente Amplio (Uruguay), PSOE (Régionale de Paris), AMR. ■

GRENADE

La souveraineté... US

Après l'invasion de Grenade par les troupes US, le 25 octobre dernier, la campagne de désinformation impérialiste, a basé sa propagande sur le thème « des élections démocratiques vont se tenir sous peu ».

Aujourd'hui, les centaines d'arrestations, la mise en place d'un système carcéral analogue à celui qui était utilisé au Vietnam (les « cages à tigre »), le contrôle policier minutieux de la population pour réprimer les partisans du New Jewel Movement, (voir *Inprecor* numéro 160 du 7 novembre 1983), ont déjà démenti les discours de Reagan sur le rétablissement de la « démocratie » à Grenade.

Les dernières déclarations de Paul Scoon, le gouvernement général fantoche mis en place à Grenade après l'intervention, viennent compléter le tableau. A l'issue de la première réunion du Conseil de surveillance installé par l'impérialisme, Scoon affirma sans ambages que les « problèmes de sécurité » passaient bien avant les élections. Il insista sur le fait que deux ans, au moins, seraient nécessaires avant que Grenade ne puisse se donner un « gouvernement démocratique ».

Loren Jenkins, rapporte de la manière suivante, dans le *Washington Post*, les confidences d'un diplomate européen en poste à Grenade : « Le fait est que le gouvernement, ici, est placé sous le contrôle étroit de l'ambassadeur américain Charles Gillespie et du général Jack Farris, commandant des troupes américaines. » (Cité dans *International Herald Tribune* du 22 novembre 1983).

Jenkins ajoute : « En désignant la sécurité à long terme, comme étant la priorité, les membres du Conseil (de surveillance) admettent que la présence militaire américaine est nécessaire pour une période illimitée. » (Ibid.). Voilà pour la souveraineté et la démocratie !

Ce journaliste américain démystifie, en outre, à sa façon, le bourrage de crâne effectué par les médias impérialistes sur la fonction prétendument militaire de l'aéroport qui était en construction à Grenade, à Point Salines, et qui fut l'un des

arguments-chocs de l'administration républicaine pour justifier l'intervention US. Il souligne que : « Maintenant que les Cubains et les Russes ont été écartés de Grenade, les autorités américaines ont allègrement changé de ton quant à l'importance d'un tel aéroport pour une économie en ruines. Adoptant un point de vue similaire à celui du Premier ministre marxiste Maurice Bishop, avant sa mort, les autorités américaines, expriment, en privé, leur accord sur le rôle crucial de l'aéroport pour l'avenir économique de l'île (tourisme, etc., ndr.) » (Ibid.). ■

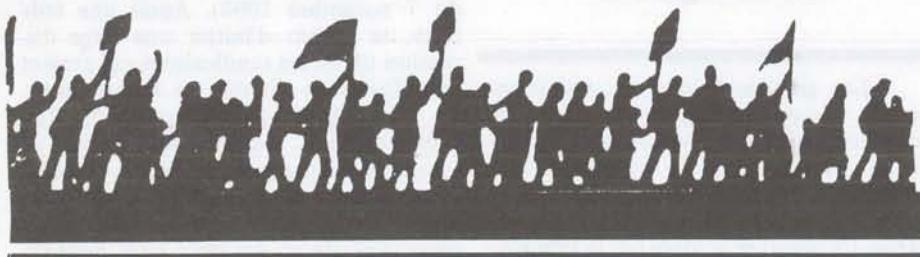
LIBAN

Troupes impérialistes hors du Liban et de Grenade

Le 17 novembre dernier, les avions français super-étendard ont bombardé un camp proche de la ville de Baalbeck, au Liban, en guise de « représailles » contre l'attentat qui avait détruit, trois semaines auparavant, une importante caserne des troupes françaises à Beyrouth. Cette initiative avait été annoncée presque explicitement la veille au soir à la télévision par le président François Mitterrand en personne. Aussitôt après l'annonce des bombardements, la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, section française de la IVe Internationale) publiait, le 19 novembre, le communiqué suivant :

« En envoyant l'aviation française bombardier la ville de Baalbeck, François Mitterrand a gravement accru l'intervention impérialiste française dans l'interminable guerre du Liban. L'opération de Baalbeck représente une forme de terrorisme d'Etat que rien ne peut justifier. Elle va entraîner un enchaînement de nouvelles attaques de guérilla et de nouvelles représailles, dont le gouvernement français portera la première responsabilité en maintenant ses troupes dans un pays où elles n'ont rien à faire. La LCR réaffirme son exigence d'un retrait immédiat des troupes françaises du Liban. Elle lance un urgent appel au mouvement ouvrier et démocratique à se mobiliser pour imposer le retrait des troupes françaises avant que notre pays ne se trouve engagé par des décisions arbitraires de François Mitterrand dans une sale guerre coloniale. »

De son côté la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) d'Israël (section de la IVe Internationale) a publié une résolution condamnant le débarquement américain à l'île de Grenade et l'aide militaire israélienne aux dictatures centro-américaines sous le titre « A Grenade, comme à Beyrouth, US go Home ! ». Cette déclaration conclut : « Il est de notre intérêt et de l'intérêt de la paix dans le monde entier de réclamer le retrait des forces américaines de Grenade et du Liban. Il est de notre intérêt et de l'intérêt de la paix dans le monde entier, d'exiger le retrait immédiat et total des troupes israéliennes du Liban. Il est de notre intérêt et de l'in-



têrêt de la paix dans le monde entier, d'exiger le retrait d'Israël d'Amérique centrale. Dans notre intérêt et dans l'intérêt de la paix dans le monde entier, victoire pour le peuple de Grenade!»

PAYS-BAS

Grève des fonctionnaires contre l'austérité

Aucun train depuis Amsterdam vers le nord du pays, pas de courrier en certains endroits, amoncellements d'ordures dans les rues, toute une série de services publics perturbés, depuis l'électricité jusqu'à la police : voilà la situation qui régnait sur une grande partie des Pays-Bas, en ce lundi 7 novembre, après que les travailleurs du secteur public aient commencé la longue série d'actions diverses entreprises contre la diminution des salaires réels qui doit entrer en application le 1er janvier 1984.

En effet, dans l'état de crise que connaît la Hollande, le gouvernement de droite pense que la solution est claire : faire payer aux travailleurs les frais de la crise du capitalisme. Déjà, le pourcentage de chômeurs est le plus élevé des pays du Marché commun, 16 % de la population active, soit 800 000 personnes. L'an prochain on s'attend à ce que ce pourcentage atteigne 18 %, soit un travailleur sur 5 qui se retrouvera sans travail. Pour comble, il y a quelques semaines, le Parlement hollandais a adopté une loi qui, par une majorité de 81 voix sur 150, a décidé de réduire les salaires réels des fonctionnaires et les allocations sociales accordées aux chômeurs et aux malades, de 3,5 %. Cette attaque fut accueillie par d'immédiates protestations. Certains secteurs de fonctionnaires, qui n'avaient jamais fait grève auparavant, ont quitté leur travail en signe de protestation. Comme en Belgique il y a quelque temps (voir *Inprecor*, numéro 160 du 7 novembre 1983), ce sont les cheminots qui ont pris la tête du mouvement. Ils ont entraîné le reste du secteur des Transports dans une grève du zèle qui dure depuis plusieurs semaines maintenant et paralyse le pays.

Pour illustrer la profondeur du mécontentement des fonctionnaires, on peut rappeler que le matin même du jour où les actions ont commencé, la direction du mouvement syndical chrétien avait déclaré que ces protestations étaient suicidaires. Mais avant la fin du jour, elle était obligée de se mettre à la traîne des mouvements.

Le lendemain, loin d'accepter d'arrêter le mouvement comme certains le proposaient, de plus en plus nombreux furent ceux qui commencèrent à dire qu'il fallait faire « *comme en Belgique* », c'est-à-dire une grève générale du secteur public.

Ce sont les actions des travailleurs des transports qui ont été l'étincelle qui a donné naissance aux grèves tournantes

des autres secteurs de la fonction publique qui doivent durer jusqu'au 1er janvier 1984, moment où la loi sur les réductions de salaires doit entrer en application.

L'objectif des attaques gouvernementales n'est pas simplement économique. Il est aussi clairement politique. Il est de diviser les travailleurs du secteur public et du secteur privé, et d'essayer de casser la tradition de l'indexation des allocations de chômage et des allocations sociales sur le niveau général des salaires.

A ces attaques, la seule alternative proposée par les dirigeants du Parti social-démocrate (PVdA) et des centrales syndicales, aussi bien social-démocrate que catholique, est que les salaires des travailleurs ne soient amputés que de 2 % seulement et ils ne prennent aucune initiative pour la riposte, s'élevant même contre les actions entreprises par les travailleurs.

Dans cette situation, les travailleurs hollandais ont devant eux des tâches difficiles : les grèves tournantes actuelles doivent s'étendre, s'organiser et se coordonner pour parvenir à l'unité d'action de l'ensemble des secteurs; dans le secteur privé, la solidarité doit se construire avec les fonctionnaires en lutte. Un premier exemple en a été donné lorsque 500 travailleurs de l'alimentation ont bloqué une route en solidarité avec les fonctionnaires; en même temps, une aile gauche doit se dégager dans le mouvement syndical qui soit capable d'affronter les hésitations des directions réformistes, leurs trahisons et leur politique de division; finalement, les travailleurs doivent avoir la perspective d'unir les deux secteurs dans la lutte contre les réductions de salaires et de construire un front uni qui puisse renverser le gouvernement.

Pour cette dernière tâche, leur intérêt coïncide avec ceux du puissant mouvement pour la paix qui s'est créé en Europe et spécialement aux Pays-Bas, car la politique du gouvernement bourgeois est claire : accroître le budget d'armement et réduire les dépenses sociales.

La manifestation de 600 000 personnes qui s'est récemment déroulée à La Haye contre les missiles, ainsi que les grèves et autres actions de ces dernières semaines montrent que les travailleurs hollandais n'ont guère de goût pour le genre de cocktail que leur offre leur gouvernement. ■

LUXEMBOURG-BELGIQUE

La lutte des sidérurgistes

Les grandes manœuvres européennes de restructuration de la sidérurgie vont bon train, spécialement en Belgique et au Luxembourg. Le rapprochement entre la société belge Cockerill-Sambre et la société Arbed du Luxembourg en fait partie. Ce projet se soldera par la fermetu-

re d'entreprises, entre autres Valfil à Liège en Belgique et Arbed-Dudelange au Luxembourg, par la liquidation de milliers d'emplois, la transformation de régions entières en « déserts économiques », selon la formule d'un représentant de la centrale syndicale belge, FGTB.

Face à cette attaque, lancée main dans la main par les grands monopoles de la sidérurgie et les deux gouvernements de droite, les travailleurs des deux pays font cause commune. Les métallurgistes liégeois, depuis le 15 novembre, occupaient l'usine Valfil. Ils indiquaient la voie à suivre à leurs camarades du Luxembourg. Le vendredi 18 novembre, les sidérurgistes convergeaient par milliers à Esch-sur-Alzette, la capitale de l'acier du Grand-Duché, aux cris de « *Liège-Luxembourg, même combat!* »

Un métallo de Valfil déclarait à la presse, à cette occasion : « *On nous a endormis trop longtemps. Nous craignons très fort d'être sacrifiés. Et le drame, c'est que les plus âgés de nos enfants sont déjà au chômage.* »

Lors de cette manifestation, les sections luxembourgeoise (Ligue communiste révolutionnaire, LCR) et belge (Ligue révolutionnaire des travailleurs, LRT) de la IVe Internationale ont fait connaître les propositions que défendent leurs militants. Leur tract commun distribué le 18 novembre affirmait :

« *En ce vendredi, ceux de Valfil et de Dudelange, les sidérurgistes liégeois et luxembourgeois manifestent ensemble : - pour un même objectif : sauver l'emploi; - contre un même ennemi : les groupes financiers et les banques qui profitent de la sidérurgie.* »

« *De telles actions internationales doivent se poursuivre et s'étendre : - pour la rupture avec la Commission européenne et avec Davignon ; - pour la nationalisation de la sidérurgie européenne, sans indemnités, ni rachat et sous contrôle des travailleurs ; - pour une politique de l'acier, axée sur la satisfaction des besoins des travailleurs (de l'acier pour les logements sociaux, pour les transports en commun). (...)* » ■

BELGIQUE

Leçons de la grève générale

Du 9 au 23 septembre 1983, environ 800 000 travailleurs des services publics ont paralysé le pays par leurs actions. (Voir *Inprecor* numéro 160 du 7 novembre 1983). Après une telle lutte, le besoin d'initier une large discussion parmi les syndicalistes qui avaient participé à ce combat se faisait sentir.

La Ligue révolutionnaire des travailleurs (LRT), section belge de la IVe Internationale) a pris l'initiative, le samedi 19 novembre, d'organiser une Conférence ouvrière pour tirer un bilan de la grève générale et, sur cette base, pour dé-

velopper une discussion sur une stratégie de combat contre la politique d'austérité du gouvernement de droite.

Environ 140 militants et militantes syndicalistes, francophones et flamands, participèrent à cette réunion de travail. Parmi eux, 35 % avaient des responsabilités à divers niveaux dans les syndicats. La majorité représentait le secteur public. Près de 40 % étaient des syndicalistes du secteur privé.

Un militant du Parti socialiste des travailleurs (SAP, section hollandaise de la IVe Internationale) expliqua les raisons et les objectifs de la grève dans les services publics en Hollande (voir ce même numéro d'*Inprecor*). Un membre de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, section française de la IVe Internationale), militant syndicaliste à la SNCF (Chemins de fer français), expliqua la politique d'austérité du gouvernement de la gauche en France, les réactions au sein de la classe ouvrière et les perspectives politiques dessinées par la LCR.

Dans son rapport introductif à la réunion, Alain Tondeur, membre du Bureau politique (BP) de la LRT souligna les caractéristiques de la grève générale des services publics de Belgique :

« — La grève a montré que les travailleurs ne veulent plus supporter l'austérité qui les frappe.

— La grève a été extrêmement massive jusqu'au bout et n'a pratiquement pas connu d'effritement.

— Il s'agissait d'un mouvement spontané qui s'est rapidement étendu à tous les services publics et même à quelques entreprises du privé.

— On n'a pas vécu une grève en pantoufles mais une grève très active. Dans certains cas, cela a débouché sur des expériences d'auto-organisation des travailleurs qui constituent un exemple à suivre pour l'avenir.

— Pour la première fois depuis que le gouvernement Martens-Gol-De Clercq est au pouvoir, une partie au moins de l'appareil syndical ne réagit pas à un mouvement des travailleurs par la passivité ou le sabotage ouvert, mais assume la direction de la lutte. »

Puis il insista sur le fait que : « Les organisations syndicales ont raté une occasion exceptionnelle de déclencher un mouvement généralisé qui aurait pu imposer le retrait de toutes les mesures d'austérité frappant les travailleurs et chasser ce gouvernement de malheur. »

Il mit l'accent sur la ligne de division qui traverse le mouvement syndical : « ceux qui acceptent les sacrifices comme inévitables (les appareils syndicaux et tous ceux qui les soutiennent) » et « les milliers de travailleurs, de délégués, de responsables syndicaux qui refusent l'austérité ». Dans ce contexte, la LRT développe trois axes pour le combat de classe.

Premièrement, sur la base du « refus pur et simple de l'austérité — parce que les réductions salariales et les sacrifices ne créent pas d'emplois, ne sauvent pas d'emplois — il faut créer le front le plus large possible dans les syndicats et essayer

d'obtenir des majorités. Les syndicalistes de combat « doivent remplacer la politique de pression sur les directions actuelles par une politique consciente visant à construire de nouvelles directions, des directions de combat contre l'austérité », ceci en s'appuyant, avant tout, sur les délégués au niveau des entreprises.

Deuxièmement, si « le refus de l'austérité est décisif pour unir les travailleurs, c'est une position défensive ». La crise sera longue, la bourgeoisie n'a engagé que la première phase de son offensive. « Pour mener une lutte conséquente contre l'austérité, il faut que les syndicalistes de combat défendent une alternative à la hauteur des enjeux réels et de la combativité remarquable dont les travailleurs font preuve depuis le début de la crise. Cette alternative ne peut être qu'un programme anticapitaliste radical qui casse les reins au grand patronat et mette le pouvoir politique aux mains des travailleurs. »

Le camarade Alain Tondeur insista sur l'actualité d'une propagande pour le gouvernement des travailleurs : « Le mouvement syndical possède la force pour chasser le gouvernement de droite, pour mettre en place un gouvernement des travailleurs, qui satisfera leurs revendications. Il est aussi possible dans le syndicat de s'adresser aux partis qui se réclament de la classe ouvrière. Il est possible dans la FGTB (Fédération générale du travail de Belgique) d'imposer une discussion sur la ligne politique du PS-SP (Parti socialiste francophone et flamand) pour empêcher ce parti de rentrer dans un nouveau gouvernement de coalition avec la droite. Il est possible dans la CSC (Confédération

des syndicats chrétiens) d'exiger une rupture des liens avec le PSC-CVP (Parti social-chrétien-Christelijke Volkspartij) et de lancer la discussion sur un parti des travailleurs de la CSC. Ces discussions feraient avancer l'idée parmi les travailleurs que le syndicat doit poser la question du pouvoir politique, qu'un gouvernement des travailleurs est possible. »

Troisièmement, le rapporteur fit ressortir que « l'expérience montre que sans organisation politique, les syndicalistes de combat ne sont pas suffisamment armés politiquement et organisationnellement pour contrer la ligne réformiste, la ligne du PS-SP dans le mouvement syndical... C'est une ligne politique qui doit nous permettre d'échapper à la fausse alternative : soit un gouvernement de droite avec une austérité "dure", soit un gouvernement de coalition avec des socialistes et une austérité "équitable". »

Des commissions de travail — en langue française et néerlandaise — se sont réunies l'après-midi pour discuter de ces trois thèmes. Puis une assemblée générale dressa le bilan des discussions au sein des commissions.

Une telle réunion, comme l'expliquèrent de nombreux militants syndicalistes, permet d'échanger des expériences, de mieux saisir l'émergence d'un courant beaucoup plus large de militants qui refusent l'austérité et le désarroi et de planter les premiers jalons d'une bataille visant à forger des directions de combat contre l'austérité. Cette conférence ouvrière permit aussi de faire le point sur la validité des propositions énoncées par la LRT sur la façon de populariser ses perspectives, sur sa capacité à organiser politiquement les syndicalistes de combat. ■

Quatrième

Internationale

Périodique

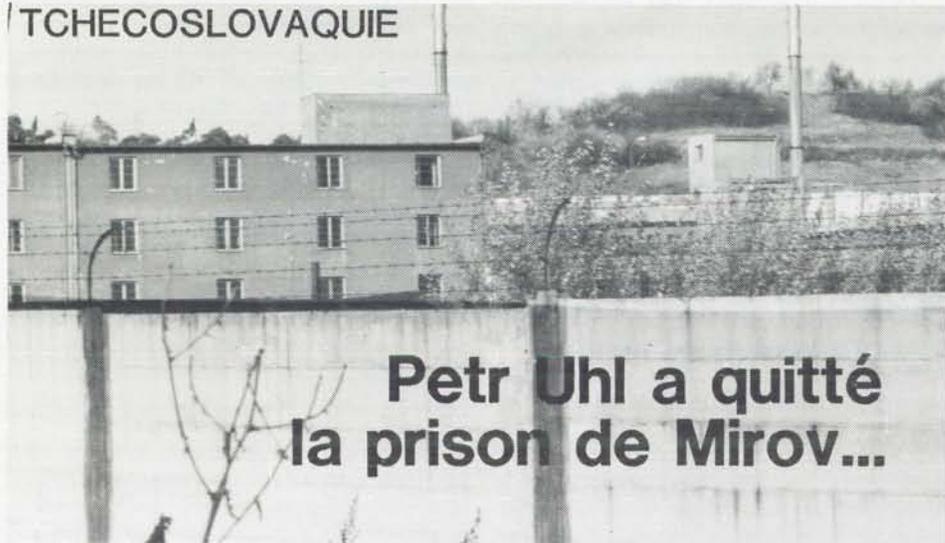
n° 12

1 décembre 1983

SOMMAIRE

EDITORIAL :

« Non-alignement » et unilatéralisme	3
Salvador Cayetano Carpio - Testament politique	9
Joaquin Villalobos - Un bilan de la guerre civile	25
Arthur Wilkins - La stratégie du FSLN nicaraguayen : L'insurrection populaire prolongée	49
Nguyen-Khac-Viên - Lettre à l'Assemblée nationale vietnamienne	75
Louis Couturier - Une critique antibureaucratique	79
Philippe Andréa - La politique du PCF de la Libération à la guerre froide	85
NOTES DE LECTURE	97



Petr Uhl a quitté la prison de Mirov...

Nous reproduisons ci-après un reportage réalisé récemment à Prague sur les conditions de détention de notre camarade Petr Uhl. Celles-ci se sont quelque peu assouplies sous l'effet de la campagne internationale menée pour sa libération. Cette enquête a été publiée dans Klasse-Kampen, organe de la section danoise de la IVe Internationale, du 3 novembre 1983.

La campagne de protestation semble ne pas avoir été sans effet. L'un des prisonniers politiques de Tchécoslovaquie les plus connus, Petr Uhl, a été transféré de la prison de Mirov, de sinistre réputation, à un lieu de détention moins dur, en dehors de Prague. C'est ce que nous a confié, avec un certain soulagement sa femme, Anna Sabatova, lorsque nous sommes allés la voir récemment à Prague.

La situation de Petr Uhl dans la prison de Mirov était en effet devenue très difficile. Située à une centaine de kilomètres de Prague, dans le nord de la Bohême, cette prison est un ancien château datant du XIIIe siècle qui a toujours été utilisé comme lieu de détention pour éléments dissidents et qui est connu comme l'une des prisons les plus dures de Tchécoslovaquie. Anna Sabatova ne pouvait obtenir un droit de visite qu'une fois tous les six mois, et encore, pour une heure seulement. Sa dernière visite à la prison de Mirov, qui remonte au mois de mai de cette année, l'avait rendue très inquiète. Petr Uhl avait le visage enflé. Il disait avoir beaucoup de difficultés à se concentrer. Cherchant à le briser aussi bien physiquement que psychologiquement, les autorités lui avaient donné un poste de travail très dur, qui lui faisait respirer des particules de plastique nocives, et cela alors qu'il souffre déjà d'asthme chronique. Il avait été placé dans une cellule où se trouvaient cinq autres prisonniers, tous loyaux envers le régime, qui essayaient constamment de le provoquer (cf. *Inprecor* numéro 143 du 14 février 1983, Ndlr.)

Arrêté en 1979 avec cinq autres personnes, dont le célèbre écrivain Vaclav Havel, Petr Uhl a été condamné à cinq ans de prison pour son activité dans le Comi-

té de défense des personnes injustement poursuivies (VONS). Condamné à la sentence la plus sévère sous le prétexte qu'il était récidiviste, Petr Uhl est aujourd'hui le seul à être encore détenu. Il avait été condamné une première fois pour s'être opposé à l'invasion des troupes soviétiques en Tchécoslovaquie en 1968. Il avait été un élément actif dans la résistance à la normalisation, dans les grèves et les occupations de l'université. Plus tard, il devait devenir l'un des fondateurs et dirigeants de la Charte 77, le mouvement de défense des droits de l'homme en Tchécoslovaquie.

Dans les pays capitalistes, de nombreuses organisations du mouvement ouvrier ont mené campagne pour la libération des prisonniers politiques en Tchécoslovaquie ou, tout au moins, pour l'amélioration de leurs conditions de détention. Au cours de ses quatre ans et demi de détention, un certain nombre de campagnes ont été organisées dans différents pays autour du cas de Petr Uhl, campagnes qui ont vu la participation d'organisations telles qu'Amnesty International. Lors de la Conférence mondiale pour la paix qui s'est tenue à Prague cet été, de nombreuses délégations étrangères ont fait pression — au grand embarras de leurs hôtes tchécoslovaques — pour que Petr Uhl soit autorisé à y participer. De plus, des résolutions demandant la libération des prisonniers politiques y ont été lues (cf. *Inprecor* numéro 156 du 12 septembre 1983, Ndlr.).

Le transfert de Petr Uhl est intervenu peu après cette Conférence. Lorsqu'Anna Sabatova s'était adressée aux autorités pour se plaindre des conditions de détention de son mari et de son grave état de santé, cela n'avait mené à rien. La dernière fois qu'elle avait fait une démarche en ce sens, elle s'y était rendue avec son père, Vaclav Sabata, qui a lui-même passé six ans en prison pour avoir été un porte-parole de la Charte 77. Aux dires d'Anna Sabatova, si Petr Uhl a été transféré, c'est parce que le régime est sensible aux critiques émanant de l'Ouest, notamment en ce qui concerne les prisonniers politiques.

Aujourd'hui, le lieu de détention de Petr Uhl se trouve seulement à une heure

de bus de Prague. Nous avons donc décidé de nous y rendre avec Anna Sabatova, qui n'en avait pas encore eu la possibilité jusque là. Nous avons traversé en bus la grande zone minière qui se trouve au nord de Prague et nous sommes descendus à Kladno. Les derniers kilomètres ont été faits à pied pour rejoindre une vallée. Après avoir passé une mine de charbon, nous avons découvert, sur la gauche, les murs de la prison, censés « protéger » le peuple tchécoslovaque des « éléments antisociaux ». Le mur, haut de deux mètres cinquante, était surmonté de barbelés. Nous l'avons longé, tout en gardant une bonne distance par rapport à la prison. Il y avait des tours à chaque coin, avec des gardes constamment en faction. On entendait des chiens policiers qui, derrière, faisaient la ronde autour du mur. Une dizaine de bâtiments d'un ou deux étages formaient la prison. La plupart d'entre eux étaient également entourés de barbelés. Au milieu, se trouvait un bâtiment de quatre étages, surmontant les autres.

« La cellule de Petr se trouve dans ce bâtiment au deuxième étage », nous expliqua Anna. Nous avons marché un peu le long d'un remblai de voie ferrée qui côtoie le mur. Nous voulions prendre des photos de la prison, ce qui est interdit, mais nous avons réussi à la photographier en plaçant notre appareil au fond d'un sac. Le garde de faction a commencé à s'ennerver de nous voir tourner aux alentours. Il nous a hurlé quelque chose, nous avons donc fait rapidement demi-tour pour rejoindre Kladno et de là prendre le bus pour Prague.

Dans six mois, s'il est libéré au terme de sa peine, Petr Uhl prendra le même bus qui le conduira à Prague. Mais même là, il n'en sera pas quitte pour autant avec les autorités. Il leur devra encore de l'argent. En effet, les autorités ne se contentent pas de vous emprisonner. Elles vous obligent aussi à payer pour le logement et la nourriture fournis pendant la période de détention préventive qui, pour Petr Uhl, a duré dix-neuf mois. Une grande partie de son salaire gagné en prison est allé au remboursement de cette dette et, à sa sortie de prison, il aura encore une grosse somme à payer. A cela, il faut ajouter qu'il doit encore de l'argent aux autorités pour son premier séjour derrière les barreaux. Anna Sabatova connaît une situation identique. Au début des années 1970, elle avait fait deux ans de prison, et elle est encore en train de payer ce séjour « offert » par les autorités.

Aujourd'hui, Petr Uhl connaît de meilleures conditions de détention. Par exemple, il peut apprendre l'anglais dans ses moments de temps libre, ce qu'il ne pouvait pas faire à la prison de Mirov. « Il y a de plus en plus de prisonniers politiques en Tchécoslovaquie, nous a expliqué Anna Sabatova, c'est pourquoi il est important que toutes les forces progressistes à l'Ouest protestent contre l'emprisonnement de personnes actives politiquement et contre leurs conditions de détention. » Et, a-t-elle conclu, « le cas de Petr montre bien qu'un mouvement de protestation ne demeure pas sans effets ». ■